

La Russie et Israël : entre méfiance réciproque et coopération bilatérale

Les enjeux d'une relation ambivalente

IGOR DELANOË *Assistant de recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique
(Sous la direction d'Isabelle Facon)
Doctorant allocataire moniteur en Histoire moderne et contemporaine
Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine
Université de Nice Sophia-Antipolis*

Edité et diffusé par la Fondation pour la Recherche Stratégique
27 rue Damesme – 75013 PARIS

ISSN : 1279-0257
ISBN : 978-2-911101-54-0
EAN : 9782911101540

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
MOSCOU-TEL-AVIV : DES INTERETS COMMUNS SOURCE D'UNE ACTIVE COOPERATION	7
Un partenariat économique et technique dynamique	7
Des échanges commerciaux en progression constante.....	7
Une coopération militaire et technologique limitée par un marché hautement concurrentiel.....	9
La question énergétique : une coopération prometteuse	12
Les questions de sécurité.....	14
La lutte contre le terrorisme islamiste	14
Vers un dialogue sur les exportations d'armements israéliennes et russes dans les « étrangers proches » respectifs ?	15
LE « PROCHE ETRANGER » OU LES LIMITES DU PARTENARIAT ISRAELO-RUSSE	17
La politique russe au Proche et Moyen-Orient : un double langage vu de Tel-Aviv	17
La présence et les activités israéliennes dans l'espace postsoviétique	20
La nouvelle donne américaine : quelles opportunités pour les relations israélo-russes ?	21
Quelle place pour le partenariat israélo-russe dans le processus de paix ?	22
LE POIDS DU FACTEUR HUMAIN : REPRESENTATIONS ET <i>SOFT POWER</i>.....	25
L'influence des Israéliens d'origine russe dans la vie économique et politique d'Israël	25
Les Russes israéliens, un facteur de rapprochement.....	25
Les Israélo-russes en Russie : quel impact sur les relations bilatérales ?	28
Les conséquences des relations entre la Russie et le monde musulman sur le partenariat israélo-russe.....	32

CONCLUSION	35
ANNEXES	37
Annexe 1 : Kiev-Tel-Aviv : quels intérêts communs ?	37
Annexe 2 : L’aventure israélienne en Géorgie et ses conséquences aujourd’hui ...	39
Annexe 3 : Israël en Azerbaïdjan : vers un partenariat stratégique ?	41
Annexe 4 : Israël au Kazakhstan : hautes technologies et coopération spatiale	43
Annexe 5 : La coopération nucléaire russe au Moyen-Orient vue par la presse israélienne	45
BIBLIOGRAPHIE	47

Introduction

Lors de sa visite à Moscou entre le 1^{er} et le 3 juin 2009, le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Lieberman a estimé que « *les relations bilatérales entre Israël et la Russie avaient atteint leur plus haut niveau depuis le rétablissement des liens diplomatiques* » entre les deux États en 1991¹. Les liens entre l'URSS et Israël avaient en effet été rompus à l'initiative de Moscou suite au déclenchement de la guerre des Six jours en 1967 par l'État hébreu. Ainsi, après avoir été le premier État à reconnaître l'existence d'Israël en 1948, l'URSS rompait toute relation diplomatique avec Tel-Aviv avant qu'elles soient finalement rétablies en deux temps à la faveur de la politique d'ouverture menée par Mikhaïl Gorbatchev : d'abord avec la reprise des relations consulaires en 1987, puis avec le rétablissement complet des liens diplomatiques en décembre 1991. Près de vingt ans après la normalisation des relations entre les deux États, comment celles-ci ont-elles évolué ?

Le conflit russo-géorgien d'août 2008 a mis en lumière un premier élément : le réalisme politique et économique qui caractérise les relations israélo-russes. En effet, au lendemain du conflit, du fait de l'assistance technique et matérielle fournie par Tel-Aviv à Tbilissi, tout laissait croire que les relations entre Israël et la Russie se refroidiraient, ce qui aurait pu se traduire notamment par une restriction du nombre de visas délivrés par Moscou aux ressortissants israéliens. Or, l'abolition du régime des visas entre les deux pays quelques jours plus tard, en septembre 2008, est venue infirmer cette supposition.

La Russie n'a par conséquent pas souhaité sacrifier ses relations avec les Israéliens au nom de l'aide accordée par ces derniers aux militaires géorgiens, bien que cette assistance ait été jugée crisogène par le Kremlin ainsi que par certains analystes². Le pragmatisme dont a fait preuve Moscou à l'égard d'Israël sur le dossier géorgien illustre plus généralement une volonté commune aux deux États de ne pas compromettre leur coopération sur des dossiers sur lesquels ils partagent des intérêts communs, tels que la lutte contre le terrorisme islamiste, et traduit également la nécessité de pérenniser un partenariat économique florissant. Par ailleurs, au-delà d'un apparent réalisme politique et économique, il convient de souligner que le développement des relations entre Israël et la Russie auquel nous assistons depuis l'automne 2008 s'inscrit dans la continuité d'une densification des liens initiée au cours des années 1990. Néanmoins, si sur la forme les relations israélo-russes semblent traverser une période de réchauffement, sur le fond en revanche, il subsiste toujours des éléments de divergence inhérents aux intérêts propres de chacun des deux partenaires ainsi qu'à une forte composante émotionnelle et subjective. Ces points de friction constituent de fait les limites de la

¹ Retranscription de cette conférence de presse, le 2 juin 2009, disponible sur le site du ministère israélien des Affaires étrangères : http://www.mfa.gov.il/MFA/About+the+Ministry/Foreign_Minister/Speeches/_Remarks+by_FM_Lieberman_after_meeting_Russian_FM_Lavrov_2-Jun-2009.htm

² Voir par exemple le rapport du Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité en date du 26 septembre 2008 intitulé : « Les pyromanes du Caucase : les complicités du réarmement de la Géorgie », disponible à l'adresse suivante : http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=618&titre_page=NA_2008-09-26_FR_L-MAMPAEY

coopération israélo-russe, qui se caractérise par une certaine complexité liée notamment à cette charpente émotionnelle. Il semblerait en effet qu'aussi bien les Russes que les Israéliens préfèrent agir à travers des projets concrets répondant à des attentes réciproques tout en restant discrets sur la nature et le fond de leur coopération. Il est intéressant de constater à ce propos la relative pauvreté des sources russes et israéliennes sur la question, ce qui traduit non pas un désintérêt, mais plutôt une crispation autour de ce sujet³.

Les relations israélo-russes reposent-elles uniquement sur des accords bilatéraux, ou bien sommes-nous les témoins de l'émergence d'une forme de partenariat stratégique entre Moscou et Tel-Aviv qui reposerait sur des convergences d'intérêts politiques et stratégiques plus globaux ? Il convient également d'évoquer la portée de cette coopération bilatérale multisectorielle ainsi que les freins qui peuvent entraver son développement : l'alliance stratégique israélo-américaine, les intérêts de chacun des deux États, les freins propres aux sociétés russe et israélienne... En effet, pour appréhender toute la complexité des relations israélo-russes, il semble indispensable de considérer non seulement les différents aspects de cette coopération, mais aussi les aspects liés au facteur humain, qui constitue l'une des clefs permettant de décrypter et d'appréhender ces relations.

³ Par exemple, la visite au mois de juin 2009 d'Avigdor Lieberman à Moscou n'a fait l'objet de quasiment aucune analyse de fond de la part des *think tanks* russes et israéliens. Seuls les événements factuels ont fait l'objet d'une couverture médiatique relativement exhaustive.

Moscou-Tel-Aviv : des intérêts communs source d'une active coopération

Un partenariat économique et technique dynamique

Bien que la crise économique et financière globale ait affecté le volume des échanges entre Israël et la Russie, les relations économiques entre les deux États sont caractérisées à la fois par leur dynamisme et par la volonté affichée par les deux États de leur conférer une dimension multisectorielle. En outre, ce dynamisme a été accru avec la constitution au printemps 2009 du nouveau Cabinet israélien composé de nombreux ressortissants de l'ex-URSS, au premier rang desquels se trouvent Avigdor Lieberman⁴, mais également la ministre de l'Intégration, Sofa Landver, native de Saint-Pétersbourg.

Des échanges commerciaux en progression constante

Les relations commerciales entre les deux États disposent d'un cadre légal qui repose sur un accord bilatéral conclu le 27 avril 1994⁵. Toute l'activité commerciale est en outre régie par une commission intergouvernementale israélo-russe pour la coopération économique et commerciale mise en place en juin 1995, actuellement présidée du côté russe par le premier vice-Premier Ministre Viktor Zoubkov, et, côté israélien, par le ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman⁶. Au total, ce sont près de 18 accords qui régissent les relations économiques, culturelles et technologiques entre la Fédération de Russie et Israël.

La crise économique a indéniablement affecté le volume des échanges entre Israël et la Russie⁷ : alors que les importations russes en provenance d'Israël ont diminué entre 2008 et 2009 (de 777 millions de dollars à 649,5 millions de dollars), les exportations russes vers Israël se sont quant à elles effondrées : elles sont passées, sur la même période, d'un peu plus de 1 milliard de dollars à 488,6 millions. La balance commerciale russe avec l'État hébreu s'est donc retrouvée déficitaire avec un différentiel de près de 161 millions de dollars⁸. Toutefois, si l'on observe l'évolution du commerce bilatéral depuis le début des années 1990 jusqu'à 2007, le volume des échanges a explosé, passant de 12 millions de dollars en 1991 à plus de 2,8 milliards de dollars en 2008. Les importations israéliennes en provenance de Russie semblent

⁴ Le ministre des Affaires étrangères est né en Moldavie.

⁵ Accord entre la Fédération de Russie et l'État d'Israël sur le commerce et la coopération économique bilatérale. Voir le site du ministère des Affaires étrangères israélien : <http://www.mfa.gov.il>

⁶ Avigdor Lieberman a déjà co-présidé cette commission en 2003-2004.

⁷ Entre janvier et juin 2009, le volume des échanges commerciaux entre Israël et la Russie a été réduit de moitié. Source gouvernementale russe citée par RIA Novosti, 30 septembre 2009.

⁸ Central Bureau of Statistics, chiffres publiés le 17 février 2010 : http://www1.cbs.gov.il/reader/?Mival=cw_usr_view_SHTML&ID=461 . Côté russe, les chiffres pour 2009 ne sont à ce jour toujours pas publiés par le Service Fédéral des Statistiques d'État.

repartir au mois de janvier 2010 avec 48,2 millions de dollars d'achats, à comparer aux 18,2 millions de dollars du mois de janvier 2009⁹.

Les Israéliens importent de Russie essentiellement des diamants bruts (70 %) ainsi que des métaux (20 %). La Russie importe quant à elle du matériel médical mais surtout des technologies de pointe (40%), notamment des systèmes sophistiqués pour équiper une partie des avions de combat qu'elle destine à l'export¹⁰. Au mois de septembre 2009, Viktor Zoubkov s'est rendu en Israël afin de relancer les travaux de la commission intergouvernementale pour la coopération économique et commerciale qu'il copréside avec Avigdor Lieberman. L'objectif de cette visite de travail était de repenser la coopération économique israélo-russe en dépassant le schéma « minerais et combustible contre machines et matériel » qui semble n'avoir pas résisté à la crise économique au vu de l'effondrement des échanges commerciaux bilatéraux. Enfin, l'abolition du régime des visas entre les deux États améliore non seulement les déplacements des hommes d'affaires israélo-russes, mais facilite également le développement du tourisme russe en Israël, qui est une des activités économiques phare de l'État hébreu. A titre d'exemple, sur les quatre premiers mois de l'année 2010, Israël a accueilli près de 114 000 touristes russes, ce qui correspond à une augmentation de 103 % par rapport à la même période en 2009¹¹. En outre, la durée moyenne de leur séjour s'allonge puisqu'auparavant elle était de 1 à 2 jours, alors qu'aujourd'hui, les Russes passent entre 7 et 10 jours en Israël¹².

La bonne santé des relations israélo-russes s'est par ailleurs manifestée sur le plan économique lors du dernier voyage d'Avigdor Lieberman aux États-Unis au mois de juin 2009. A cette occasion, le ministre israélien s'est transformé en « VRP » des intérêts russes en rencontrant les responsables des lobbies pro-israéliens, notamment l'Aipac¹³. Le ministre leur a en effet explicitement demandé d'œuvrer en faveur de la suppression de l'amendement Jackson-Vanik qui entrave le développement du commerce entre la Russie et les États-Unis¹⁴. La seule ombre au tableau concernant les échanges économiques entre Israël et la Russie porte sur le domaine financier. Il n'existe en effet à ce jour aucun système et aucun accord facilitant les transferts de capitaux, ni aucune sécurisation de ces transferts ou des investissements. Le seul exemple de coopération financière réussie est celui du leader israélien des services d'assurance directe, « Direct Insurance Financial Investments LMD », qui s'est

⁹ Central Bureau of Statistics.

¹⁰ Chiffres disponibles sur le site du ministère russe des Affaires étrangères, <http://www.mid.ru/ns-rasia.nsf/1083b7937ae580ae432569e7004199c2/9f9fe3c559cbe9bdc3256e62003dd1e?OpenDocument>

¹¹ Il s'agit là de la deuxième plus forte augmentation de visiteurs étrangers derrière les touristes grecs. Source : Israel Valley, 3 mai 2010 : <http://www.israelvalley.com/news/2010/05/03/27362/tourisme-israel-augmentation-du-nombre-de-touristes-en-israel-pour-le-premier-trimestre-2010-les-russes-americaains-franca>

¹² Source : IzRus, 29 juin 2009 : <http://izrus.co.il/tourism/article/2009-06-29/5145.html>

¹³ American Israel Public Affairs Committee.

¹⁴ L'amendement Jackson-Vanik à la loi américaine avait été voté en 1974 et s'appliquait alors à l'URSS. Cet amendement conditionnait le commerce entre les États-Unis et tout pays communiste à la liberté d'émigration des Juifs issus du bloc de l'Est vers l'Occident ou Israël. Ce texte s'applique encore aujourd'hui à la Russie alors qu'il a été levé pour l'Ukraine lors de l'arrivée au pouvoir de la coalition orange en novembre 2004 et a également été supprimé pour faciliter le commerce des États-Unis avec la Géorgie, l'Arménie et le Kirghizstan. Par ailleurs, la Russie ne bénéficie pas non plus de la clause de la nation la plus favorisée à cause d'une loi votée en 1951 qui refusait déjà ce statut à l'URSS.

implanté en Russie en 2008 et qui possède des parts dans le capital de la première compagnie d'assurance russe « Intouch ». Cependant, les produits proposés aujourd'hui ne concernent encore que les assurances automobiles, ce qui pourrait représenter un champ d'essai susceptible de déboucher sur une diversification des services financiers¹⁵. Cette lacune dans ce domaine peut s'expliquer par la volonté des deux États de conserver une forme de contrôle sur les flux financiers. D'une part, il existe en effet une forte activité financière à caractère mafieux générée par des ressortissants israélo-russes ; d'autre part, la plupart des oligarques russes sont juifs et possèdent également pour certains d'entre eux la nationalité israélienne, ce qui expliquerait le fait que Moscou souhaite, peut-être plus encore plus que Tel-Aviv, contrôler étroitement leurs activités et leurs investissements financiers, afin de prévenir par exemple toute tentative d'évasion fiscale¹⁶.

Enfin, les échanges dans le domaine des nanotechnologies s'avèrent fructueux et prometteurs. L'entreprise d'État russe Rosnanotekh, créée en 2007, a intensifié son partenariat avec l'État hébreu en s'alliant avec des entreprises israéliennes de nanotechnologies en vue de créer un consortium israélo-russe. Cette initiative s'est concrétisée lors de la rencontre du directeur de Rosnano, Anatolii Tchoubaiï, avec le ministre israélien de l'Industrie, du commerce et du travail, Benjamin Ben-Eliezer, lors du 12^e Forum économique international qui s'est déroulé à Saint-Pétersbourg entre les 4 et 6 juin 2009¹⁷. En outre, les deux partenaires ont récemment lancé une initiative en cogestion. Le Fonds russe des recherches fondamentales et le ministère israélien de la Science, de la culture et du sport ont ouvert en 2008 un appel d'offre pour des projets de recherche financés à hauteur de 1,2 million de dollars par des bourses pour la période 2009-2010¹⁸.

Une coopération militaire et technologique limitée par un marché hautement concurrentiel

La coopération en matière de haute technologie duale repose principalement sur deux accords : celui du 25 avril 1994 qui fournit un cadre aux échanges dans le domaine technique, et un accord de coopération militaire et technique bilatérale qui a été signé en décembre 1995 pour une durée de 5 ans, puis renouvelé en 2000, et qui est toujours en vigueur.

La coopération dans le domaine militaire entre les deux pays est cependant nuancée par deux facteurs : un facteur politique extérieur, constitué par l'alliance stratégique israélo-américaine, et un facteur économique interne, lié à une forme de méfiance réciproque. En effet, Israël et la Russie sont deux États qui possèdent un important complexe militaro-industriel et qui sont donc à la recherche constante de débouchés. Pour mémoire, la Russie s'est positionnée en 2008 comme le troisième exportateur d'armes derrière les États-Unis et la Grande-Bretagne avec 8,2 % des parts du marché mondial

¹⁵ Institut du Proche-Orient, <http://www.iimes.ru>

¹⁶ Entretien avec un analyste spécialiste de la Russie, juillet 2009.

¹⁷ Auparavant, Anatolii Tchoubaiï s'était rendu en Israël en mars 2009 à la tête d'une délégation de Rosnano afin d'y préparer ce Forum. Israel Valley, 9 juin 2009.

¹⁸ Ces projets concernent les domaines des nanotechnologies, mais également des technologies liées à l'écologie et les technologies informatiques. Sur les cinquante projets soumis, seize ont été retenus dont la moitié porte effectivement sur des nanotechnologies (Institut du Proche-Orient, <http://www.iimes.ru>).

de l'armement. Israël a talonné la France en cinquième position avec près de 5 % de parts¹⁹. En 2008, selon Anatoliï Issaïkine, PDG de Rosoboronexport, la Russie a exporté pour près de 6,72 milliards de dollars d'équipements militaires²⁰.

Il existe bien des marchés sur lesquels produits russes et israéliens sont complémentaires, cependant ces cas de figures demeurent encore assez peu nombreux et les faits ont démontré par le passé que l'aboutissement des projets de défense israélo-russes n'est pas toujours garanti. Ainsi, un contrat d'avionique avec la Chine a échoué lorsque le 10 juillet 2000, le Premier ministre israélien Ehud Barak, soumis depuis plusieurs mois à des pressions de la part de Washington, l'annulait. Il était question pour Pékin d'acquérir des An-50 russes équipés de radar Elta Phalcon israéliens, ce qui, selon la Maison-Blanche, était susceptible de « compromettre » la suprématie américaine concernant la défense de Taïwan²¹. Plus récemment, un contrat portant sur des hélicoptères israélo-russes Erdogan pour le marché turc a encore démontré les limites du partenariat israélo-russe en matière de défense. Ce contrat n'a pas abouti, entre autres, du fait des déboires qu'a connus l'appareil au sein de l'armée russe, qui n'en possède par ailleurs qu'une dizaine²². Les pressions de Washington sur la Turquie ont également contribué à cet échec. Ankara, en échange de l'annulation de ce contrat, a reçu de la part des Américains 7 SuperCobra AN-1W d'occasion en 2008.

Il peut également arriver que Russes et Israéliens soient mis en concurrence sur des marchés d'équipements militaires, comme cela a été le cas notamment en Inde. Alors que New Delhi se fournit depuis des décennies en armement auprès de Moscou, la Marine indienne a acheté à la société israélienne Elta Systems deux radars aéroportés EL/M-2083 au mois de janvier 2009 pour un montant de 600 millions de dollars. L'armée de l'Air indienne possède déjà deux radars israéliens pour un montant de 50 millions de dollars et a passé commande pour quatre autres. Par ailleurs, l'Inde a acheté des fusils d'assaut Tavor aux Israéliens et elle envisage également l'achat de près de 300 missiles anti-aériens Barak²³. En mai 2009, l'armée indienne a également acquis auprès de l'Etat hébreu des systèmes antimissiles afin de protéger les côtes indiennes pour un montant de 1,4 milliard de dollars²⁴. Les Israéliens ont en outre décroché un contrat portant sur la modernisation des T-72 indiens au grand dam des Russes et des

¹⁹ Rapport au Parlement sur les exportations françaises d'armement 2008, disponible à l'adresse suivante : http://www.defense.gouv.fr/defense/content/download/161721/1393945/version/1/file/Exportations+armement+2008_Rapport.pdf

²⁰ OpexNews, 15 juin 2009. Par ailleurs, le 28 janvier 2010, Anatoliï Issaïkine a annoncé que son entreprise avait exporté en 2009 des équipements militaires pour plus de 7,4 milliards de dollars, se maintenant ainsi en troisième position, toujours derrière les États-Unis et la Grande-Bretagne. Voir RIA Novosti, 28 janvier 2010.

²¹ Oksana Antonenko, « Russia's Military Involvement in the Middle East », *Meria*, vol. 5, n° 1, mars 2001.

²² Néanmoins, Ankara a toujours besoin d'hélicoptère de combat pour sa lutte contre le PKK. Ainsi, au mois de juin 2009, une délégation de militaires turcs s'est rendue en Russie pour discuter l'achat de Mi-28. L'affaire est actuellement en cours de négociations.

²³ Israel Valley, 22 janvier 2009 : <http://www.israelvalley.com/news/2009/01/22/21324/armes-inde-israel-linde-et-israel-renforcent-leur-cooperation-militaire-larmee-de-lair-indienne-possede-2-radars-israeliens-coutant-respectivement-20-et-30-millions> . Voir aussi, à ce propos, I. Facon et R. Poukhov, « Russie, Inde, coopération militaro-technique », *Recherches et Documents*, n° 8-2008, FRS, 13 mars 2008.

²⁴ Israel Valley, 15 mai 2009 : <http://www.israelvalley.com/news/2009/05/15/22757/defense-inde-israel-la-progression-fulgurante-des-ventes-d-armes-d-israel-a-l-inde>

Ukrainiens²⁵. L'Inde est un marché de l'armement très disputé où les industriels de l'armement russes sont pour le moment les *leaders* historiques, mais les Israéliens, qui arrivent en seconde position, pourraient encore gagner des parts de marché grâce à une offre en matériels complémentaires des produits russes.

La vente par Israël à la Russie de drones tactiques pour un montant de 53 millions de dollars en avril 2009 illustre un autre volet de la coopération bilatérale israélo-russe. Cette vente conclue entre Israel Aerospace Industry et l'État russe porte sur l'achat de 12 drones : les mini drones Bird-Eye 400 (utilisés pour la reconnaissance par l'infanterie), des drones tactiques I-View Mk150 et Searcher MkII (utilisés pour du renseignement opérationnel avec une portée de 300 km)²⁶. Bien que cette vente soit sous-tendue principalement par des enjeux politiques et diplomatiques²⁷, Tel-Aviv espérant que le transfert d'un certain nombre de technologies amènera Moscou à geler ses ventes d'armes à la Syrie²⁸, il convient de remarquer que la Russie a beaucoup à gagner dans ce domaine et à moindre coût. La décennie 1990 a été synonyme de sous-investissements dans la R&D en Russie. Or, la dernière campagne de l'armée russe en Géorgie, bien qu'elle se soit soldée par la défaite de l'armée géorgienne, a mis en lumière les carences flagrantes des forces armées russes en matière de renseignement tactique. Ce type de renseignement peut être fourni par l'utilisation de drones que l'armée russe ne possède ni en quantité ni en qualité suffisantes. Le drone de fabrication russe Tipchak (1K132) conçu dans les années 1980 par les laboratoires Lutch est bien en service dans l'armée russe et a de fait été utilisé pendant le conflit géorgien, mais il s'est révélé trop peu performant²⁹. Par conséquent, grâce à ce transfert de technologies, Moscou espère rattraper son retard dans ce domaine et pouvoir créer ses propres appareils, à l'image de ce qu'ont réalisé les Américains dans les années 1980 grâce, là encore, aux technologies israéliennes. L'entreprise russe Vertolyoty Rossii³⁰ a d'ailleurs récemment conclu un partenariat avec une entreprise israélienne pour le développement d'un hélicoptère sans pilote pour la Marine russe. Alors que la coque pourrait être un dérivé de l'hélicoptère léger multi-rôle Ka-115, l'électronique embarquée serait israélienne³¹.

La coopération bilatérale se concrétise également à travers des contrats passés par les Russes à des équipementiers militaires israéliens pour des systèmes d'électronique embarquée pour équiper des produits destinés à l'export : on retrouve ainsi des systèmes de navigation de facture israélienne sur de nombreux avions de chasse russes, comme

²⁵ Les sociétés concernées sont notamment Elbit, Tadiran, Nimda (avec le T-72 CZ Repowering program) et Israel Military Industries.

²⁶ Redstars, « Moscou s'offre des drones tactiques israéliens » : <http://red-stars.org/spip.php?article280> et RIA Novosti, 22 juin 2009.

²⁷ Le montant de la vente, soit 53 millions de dollars, relativise l'importance économique de ce contrat.

²⁸ Entretien avec un analyste spécialiste d'Israël, août 2009.

²⁹ En plus d'une forte signature acoustique, le Tipchak ne dispose que d'une autonomie de 2 heures et d'un rayon d'action de 40 kilomètres, avec un plafond maximum de 3 000 mètres. A comparer aux 20 heures d'autonomie, 300 kilomètres de rayon d'action et plus de 7 000 mètres de plafond aérien du Searcher Mk2 israélien. Redstars, Ibid.

³⁰ « Hélicoptères de Russie ».

³¹ Interfax, 15 février 2009.

les Mig-29, qui sont équipés du radar EL/M-2052 développé par IAI³². A l'export toujours, la vente à l'Inde de son premier AWACS d'origine israélo-russe au mois de mai 2009³³ illustre également la concrétisation d'un projet israélo-russe. L'appareil est en fait une plate-forme Il-76 équipée d'un radar israélien Phalcon³⁴. Enfin, suite au voyage de Shimon Peres en Russie au mois d'août 2009, la presse israélienne a évoqué un projet qui porterait sur la livraison par Moscou d'avions de chasse « nus » à Tel-Aviv qui les équiperait de radars et de hautes technologies, diminuant ainsi sa dépendance vis-à-vis de Washington³⁵.

Pour autant, cette coopération technologique reflète également les limites du partenariat israélo-russe en raison d'une méfiance résiduelle réciproque qui caractérise les échanges dans le domaine technique et qui dépasse les aspects purement concurrentiels et économiques. Initialement, les Russes souhaitaient en effet acquérir des drones Hermes-450 conçus par la firme israélienne Elbit System, qui en avait vendu aux Géorgiens, ce qui avait notamment conduit à la « guerre des drones » qui avait précédé la guerre d'août 2008³⁶. Néanmoins, la vente n'a pas abouti et selon certaines sources, elle aurait été empêchée par le ministère de la Défense israélien qui ne souhaitait pas transférer un modèle de drone trop élaboré à l'armée russe³⁷.

La question énergétique : une coopération prometteuse

Dans le domaine énergétique, les relations israélo-russes sont également marquées par une intense coopération bilatérale bien que les obstacles ne manquent pas. L'État hébreu a besoin, pour alimenter la croissance de son économie, de 300 000 barils/jour. Bien qu'Israël ne publie pas officiellement les données concernant ses approvisionnements en hydrocarbures, il semblerait qu'aujourd'hui, plus de la moitié des importations israéliennes de gaz et de pétrole proviennent de Russie, avec un maximum de 88 % atteint en 2006³⁸. Cette dépendance énergétique vis-à-vis de Moscou s'est progressivement établie au cours des années 2000, notamment en raison de la présence de plus de 10 % de députés russophones à la Knesset³⁹.

³² I. Facon et R. Poukhov, op. cit., p. 25.

³³ New Delhi a acheté un lot de trois Phalcon Airborne Warning and Control Systems pour 1,1 milliard de dollars dont le premier exemplaire a été livré au mois de mai 2009. Israel Valley, 15 mai 2009 : <http://www.israelvalley.com/news/2009/05/15/22757/defense-inde-israel-la-progression-fulgurante-des-ventes-d-armes-d-israel-a-l-inde>

³⁴ New Delhi étudie actuellement les possibilités d'achat de trois appareils supplémentaires ainsi que de Gulfstream G550 AEW aux Israéliens (Elta systems).

³⁵ Israel Valley, 17 août 2009.

³⁶ Au cours du printemps 2008, la Géorgie a perdu 4 drones au-dessus de l'Abkhazie. Alors qu'elle a accusé des Mig russes d'être à l'origine de ces pertes, Moscou a toujours démenti avoir violé l'espace aérien géorgien.

³⁷ Defense Update, "UAV Sale Marks a New Milestone in Russian-Israeli Defense Relations" (« La vente de drones marque une ère nouvelle dans les relations de défense israélo-russes »), avril 2009 : http://www.defense-update.com/features/2009/april/israeli_russian_uav_130409.html

³⁸ Ilya Bourtam, « Putin and Russia's Middle Eastern Policy », *Middle East Review of International Affairs*, vol. 10, n°2, juin 2006 (<http://meria.idc.ac.il/journal/2006/issue2/jv10no2a1.html>), et Pierre Razoux, « The Keys to Understanding the Israel-Russia Relationship », *NATO Research Paper*, n° 42, novembre 2008, p. 4.

³⁹ Les pressions exercées par ces députés israéliens russophones ont poussé Israël, au début des années 2000, à privilégier le partenariat énergétique avec la Russie en diminuant les importations de gaz et de pétrole en provenance d'Égypte, de Norvège ou du Venezuela. Voir Pierre Razoux, op. cit.

En ce qui concerne les importations de gaz, Alexeï Miller, patron de la société Gazprom, et Ariel Sharon, alors Premier ministre israélien, se sont rencontrés au mois de juin 2004. Suite à cette rencontre, Israël a accepté d'augmenter de 1 à 25 % la part du gaz russe dans ses importations d'ici à 2025⁴⁰. C'est dans cette optique que les Israéliens ont envisagé au mois de novembre 2005, avec Moscou et Ankara, le prolongement du *Bluestream* russo-turc jusqu'à Ashkelon. Néanmoins, Israël a subi des pressions de la part des Américains qui sont parvenus à faire ajourner pour le moment cette option qui aurait inauguré un important partenariat énergétique entre Moscou, Ankara et Tel-Aviv. Gazprom a également manifesté de l'intérêt pour l'exploitation des réserves israéliennes de gaz naturel du champ de Tamar 2, découvert en janvier 2009, à 90 km au large d'Haïfa, et qui contiendrait environ 180 milliards de mètres cubes de gaz. Cependant, les premières tentatives du géant gazier russe pour s'implanter sur le marché israélien se sont soldées par des échecs puisque l'exploitation du nouveau gisement sera assurée par la société israélienne Delek Energy en partenariat avec l'américain Noble Energy⁴¹.

Sur la question du pétrole, un projet israélo-russe autour du pipeline Ashkelon-Eilat s'est concrétisé en 2003. Le pétrole russe, chargé sur les tankers à Novorossisk sur la mer Noire, arrive à Ashkelon d'où il est envoyé par pipeline à Eilat pour y être de nouveau chargé sur tankers. L'utilisation de la route de la mer Rouge permet ainsi au géant russe d'éviter le passage par le canal de Suez et d'évacuer plus rapidement le pétrole vers l'Asie⁴². Israël perçoit en outre des droits de passage liés au transit des hydrocarbures à travers son pipeline⁴³. Le dynamisme de la route maritime à travers la mer Rouge semble toutefois compromis par au moins deux obstacles de taille : les pressions américaines, et la piraterie maritime endémique dans la région de la Corne africaine. En effet, plus de 28 % des exportations israéliennes se font vers les États-Unis. En 2008, les importations américaines en provenance d'Israël s'élèvent à plus de 22,3 milliards de dollars et les exportations se chiffrent quant à elles à près de 14,5 milliards de dollars⁴⁴. Pour la même année, les importations russes en provenance de l'Etat hébreu représentent quant à elles 777 millions de dollars et les exportations environ un milliard de dollars⁴⁵. En outre, les touristes américains représentent le premier contingent de visiteurs étrangers en Israël avec près de 620 000 touristes en 2008, soit l'équivalent de 21 % du flux touristique vers l'État hébreu cette année-là⁴⁶. Le poids économique de la coopération israélo-américaine constitue donc un paramètre essentiel dont Tel-Aviv est bien obligé de tenir compte dans le choix de ses contrats d'ordre stratégique, qu'ils soient énergétiques ou militaires. En outre, Israël a également

⁴⁰ Ilya Bourtam, op. cit.

⁴¹ Israel Valley, 8 janvier 2010 : <http://www.israelvalley.com/news/2010/01/08/25904/business-texas-israel-noble-energy-va-vendre-du-gaz-naturel-issu-du-champ-tamar-noble-devrait-realiser-9-5-milliards-de-d>

⁴² L'oléoduc Ashkelon-Eilat a été conçu dans les années 1960 initialement pour recevoir le pétrole iranien au terminal pétrolier d'Eilat sur la mer Rouge. Le pétrole devait ensuite remonter vers le port méditerranéen d'Ashkelon, s'affranchissant ainsi du transit par le canal de Suez. Cependant, la guerre de 1967 avec l'Égypte puis le renversement du Shah d'Iran en 1979 ont fini par mettre un terme au projet. Les tuyaux sont ainsi tombés en désuétude jusqu'à leur réactivation en 2003, à la faveur du contexte énergétique qui a rendu leur remise en service rentable.

⁴³ Israel Valley, 3 avril 2009.

⁴⁴ Foreign Trade Statistics : <http://www.census.gov/foreign-trade/balance/c5081.html#2009>

⁴⁵ Central Bureau of Statistics : http://www1.cbs.gov.il/shnaton60/st16_03x.pdf

⁴⁶ Israel Valley, 8 juin 2009.

envisagé d'autres options pour son approvisionnement en pétrole, à la fois pour diminuer sa dépendance vis-à-vis du pétrole russe et aussi afin de ne pas assombrir ses relations avec Washington: il s'agit du prolongement de l'oléoduc BTC⁴⁷, ainsi que la possibilité de restaurer le pipeline Kirkouk-Haïfa construit par les Britanniques dans les années 1930⁴⁸. Enfin, la nouvelle route du pétrole à travers la mer Rouge présente également le désavantage de traverser la zone du golfe d'Aden, particulièrement touché par la piraterie maritime. Ainsi, au mois de mai 2010, le pétrolier russe Moscow University, battant pavillon libérien avec à son bord 23 hommes d'équipage russes, a été pris d'assaut par des pirates dans la partie orientale du golfe d'Aden. Ce navire transportait 86 000 tonnes de brut à destination de la Chine⁴⁹. Il est donc possible que les coûts supplémentaires liés aux assurances en raison de la piraterie entravent également l'intensification de l'utilisation de cette nouvelle route, au moins pour un temps. Ceci explique probablement l'activité déployée actuellement par les Israéliens en Afrique et notamment au Nigéria afin de s'assurer de nouvelles sources d'hydrocarbures⁵⁰.

Les questions de sécurité

La lutte contre le terrorisme islamiste

La lutte contre le terrorisme islamiste constitue le domaine sur lequel Russes et Israéliens ont probablement le plus d'intérêts communs. Les deux États sont en guerre contre le même ennemi, mais pas exactement dans les mêmes buts : pour les Russes, il s'agit de sécuriser et stabiliser le Caucase du Nord, alors que pour Israël, l'enjeu est celui de la survie de l'État. La question n'est pas tant de savoir sur quels éléments repose cette coopération étant donné le caractère ultraconfidentiel de ces échanges, mais plutôt de déterminer ce que l'un et l'autre peuvent mutuellement s'apporter en la matière.

La Russie a été essentiellement confrontée au terrorisme d'origine sunnite radical et wahhabite dans le Caucase, alors que les Israéliens ont l'expérience de la lutte contre les mouvements chiites comme le Hezbollah et sunnites comme le Hamas. Bien qu'une coopération dans la lutte contre le terrorisme ait été déjà entamée sous la présidence de Boris Eltsine, les contacts entre les services de sécurité russes et israéliens ont connu un tournant au lendemain de la tragédie de Beslan en 2004, tournant qui a conduit à une intensification des rencontres et à la signature d'un accord entre Vladimir Poutine et Ariel Sharon en 2005 à l'occasion de la visite du Président russe en Israël. Depuis cette prise d'otages, les officiers russes et israéliens s'entraînent régulièrement ensemble⁵¹ et coopèrent également sur la création et l'actualisation d'un fichier commun regroupant les différents mouvements terroristes et leurs éléments⁵².

⁴⁷ Il s'agit de l'oléoduc Bakou – Tbilissi – Ceyhan, permettant d'évacuer le pétrole azéri vers la Méditerranée via la Géorgie et le port turc de Ceyhan. Cet oléoduc est énergiquement soutenu et financé par Washington.

⁴⁸ Ce dernier projet est à l'étude avec les Américains depuis l'automne 2003.

⁴⁹ Il a été libéré moins de 24 heures plus tard par des personnels russes du navire anti-sous-marin Maréchal Chapochnikov. RIA Novosti, 6 mai 2010.

⁵⁰ Entretien avec un analyste spécialiste d'Israël, août 2009.

⁵¹ « Israel Sends Experts to Help Russia », *USA Today*, 15 septembre 2004.

⁵² Ilya Bourtam, « Putin and Russia's Middle Eastern Policy », op. cit.

La coopération israélo-russe bénéficie aussi aux voisins directs de Moscou. En 2009, une tentative d'attentat visant les intérêts israéliens a en effet été déjouée en Azerbaïdjan. Il semblerait que le Hezbollah soit à la fois le commanditaire et l'exécutant de cet acte dont l'objectif était d'enlever l'ambassadeur israélien et de faire sauter l'ambassade israélienne à Bakou, dans le but de venger la mort de Imad Mughniyeh, un des chefs opérationnels du Hezbollah, assassiné en février 2008 à Damas, et dont le décès est attribué aux Israéliens par les activistes chiites⁵³. Que faut-il retenir de cet événement ? Au-delà de la portée symbolique qu'aurait eue l'aboutissement de cet acte terroriste, cela signifie surtout que le Hezbollah entendait opérer dans le Caucase, une zone où *a priori* il n'a jamais encore étendu ses activités. Par conséquent, cet événement marque l'arrivée du terrorisme chiite libanais dans le Caucase, phénomène qui pour l'instant ne concernait que l'État hébreu. L'irruption de ces activistes dans le Caucase ne peut en aucun cas laisser les Russes indifférents dans la mesure où ces nouveaux acteurs pourraient le cas échéant servir de levier de pression à l'Iran en cas de refroidissement de ses relations avec Moscou notamment à travers l'activation d'un djihad caucasien chiite.

Vers un dialogue sur les exportations d'armements israéliennes et russes dans les « étrangers proches » respectifs ?

La visite du ministre israélien des Affaires étrangères à Moscou au mois de juin 2009 a mis en lumière la volonté de la partie israélienne d'instaurer une régulation dans le domaine des exportations d'armements. Avigdor Lieberman s'est ainsi déclaré favorable à l'adoption d'une position israélo-russe sur la question des exportations de matériels de guerre vers des régions sensibles pour les deux pays : « *Nous devons élaborer une position unique concernant l'exportation d'armements dans notre région, une position à l'égard des livraisons d'armes au Proche-Orient et dans le Caucase* », avant de poursuivre en indiquant qu' « *il est impossible de vendre des armes dans une région dès lors que cela y modifie l'équilibre des puissances ou menace la stabilité* »⁵⁴. L'idée serait donc d'éviter que les deux pays arment leurs ennemis respectifs en instaurant une forme de dialogue sur les ventes d'armes. Ce qui vaudrait pour « l'étranger proche » israélien s'appliquerait donc aussi à « l'étranger proche » russe, notamment dans le Caucase.

Le ministre russe des Affaires Etrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré que « *quand il s'agit de vendre des armements au Proche-Orient, nous nous efforçons de ne pas déstabiliser la situation et de ne pas mettre en cause l'équilibre des forces actuel* »⁵⁵. Ces derniers mois, Moscou a gelé de nombreux contrats d'armement passés avec les Syriens, notamment la vente de missiles sol-sol Iskander-E d'une portée inférieure à 300 km dont la vente avait été signée en 2005. Plus récemment, le 21 mai 2009, on apprenait que la Russie gelait également la livraison de 8 intercepteurs Mig-31E dont le contrat, signé en 2007, était estimé à environ 500 millions de dollars. Dans les deux cas, des pressions israéliennes ont été exercées sur les décideurs russes⁵⁶. En ce qui concerne les Mig, il est intéressant de remarquer que le gel du contrat intervient quelques

⁵³ *Los Angeles Times* du 30 mai 2009 et *Haaretz* du 31 mai 2009.

⁵⁴ RIA Novosti, 1^{er} juin 2009 et AFP, 2 juin 2009.

⁵⁵ RIA Novosti, 2 juin 2009.

⁵⁶ *Kommersant*, 21 mai 2009.

semaines seulement après que les Israéliens aient vendu aux Russes des drones. Il n'est pas improbable que ces deux événements soient liés, Tel-Aviv acceptant de vendre à Moscou des drones en échange de l'annulation de la vente des intercepteurs à Damas⁵⁷. Cette hypothèse est plus probable que celle liant la vente des drones à la suspension de la livraison des S-300 à l'Iran en raison du montant des contrats : 53 millions de dollars pour les drones, environ 500 millions de dollars pour les Mig et plus de 800 millions de dollars pour les S-300.

Finalement, des consultations israélo-russes sur les ventes d'armes israéliennes et russes au Moyen-Orient et dans le Caucase, même si la Russie compte évidemment poursuivre son partenariat en matière de défense avec des Etats de la région, trouvent tout leur sens en ce qui concerne les cas brûlants de l'Iran et de la Syrie. Néanmoins, ce dialogue serait par nature limité car le niveau de coopération militaire entre la Russie et ses clients du Moyen-Orient ne trouve pas son équivalent entre Israël et « l'étranger proche » russe⁵⁸.

⁵⁷ Le PDG du Groupe aéronautique unifié russe OAK, Alexeï Fedorov, a toutefois indiqué, dans une interview donnée le 3 septembre 2009 au quotidien *Kommersant*, que la livraison des Mig faisait encore l'objet de consultations. *Kommersant*, 3 septembre 2009.

⁵⁸ Voir Annexes.

Le « proche étranger » ou les limites du partenariat israélo-russe

La politique russe au Proche et Moyen-Orient : un double langage vu de Tel-Aviv

L'époque de la Guerre froide avait vu l'URSS soutenir les régimes arabes contre Israël qui, bien qu'ayant été reconnue par l'Union soviétique dès sa création en 1948, faisait figure de puissance occidentale et donc capitaliste dans la région.

Aujourd'hui la Russie poursuit un triple objectif au Moyen-Orient : il s'agit pour Moscou de reprendre pied dans une région stratégique, d'y développer des opportunités économiques et commerciales, ce qui passe en particulier par la recherche de débouchés pour le complexe militaro-industriel russe et par une coopération énergétique, et enfin, d'intégrer la région dans la stratégie russe globale de contrepoids aux États-Unis. Néanmoins, la politique du Kremlin, qui se caractérise dans la région par son opportunisme, souffre encore du manque d'investissement diplomatique au Proche et Moyen-Orient qui a caractérisé l'ère Eltsine. Les tournées effectuées dans la région par les dirigeants russes, qu'il s'agisse de Vladimir Poutine⁵⁹ ou plus récemment de Dmitriï Medvedev⁶⁰, constituent donc une manifestation d'une volonté de Moscou de réinvestir la scène diplomatique et économique au Moyen-Orient. Dans cette optique, le Kremlin a commencé par réactiver les liens traditionnels que l'URSS avait avec certains États de la région, comme la Syrie. Néanmoins, si la Russie a conservé une forme de coopération privilégiée avec Damas, il convient de relativiser la portée de cette relation et ne pas chercher nécessairement à l'inscrire dans une continuité des liens établis à l'époque de la Guerre froide. Moscou considère plus la Syrie, ou même l'Égypte, avec qui elle entretient de bonnes relations, comme des têtes de pont lui permettant de reprendre pied au Moyen-Orient que comme des alliés stratégiques. Par ailleurs, la diplomatie russe a dépassé les schémas de l'affrontement Est-Ouest dans la région dans la mesure où il s'agit désormais plus pour Moscou de trouver des partenaires économiques que de s'opposer systématiquement aux alliés des États-Unis au Moyen-Orient. Lors de sa visite en 2007, Vladimir Poutine était d'ailleurs accompagné d'une importante délégation d'hommes d'affaires russes représentant les sociétés Rosatom, Roussal, la société financière Sistema, Rosoboronexport, Loukoïl, Gazprom, Stroïtransgaz, et RZD (Chemins de fer de Russie). Lors de sa visite en Égypte au mois de juin dernier, Dmitriï Medvedev était quant à lui accompagné d'une délégation de près de 400 hommes

⁵⁹ En avril 2005, Vladimir Poutine, alors Président de la Fédération de Russie, s'est rendu au Caire, puis en Israël, où il a rencontré Ariel Sharon avant de rendre également visite à Mahmoud Abbas. Il a plus tard effectué une seconde tournée en février 2007 en Arabie saoudite, au Qatar et en Jordanie, répondant ainsi à la volonté de ces pays de diversifier leurs partenariats afin de ne plus dépendre exclusivement du partenariat américain en matière de défense.

⁶⁰ Dimitri Medvedev s'est rendu en Égypte au mois de juin 2009 avant de poursuivre une tournée en Afrique.

d'affaires parmi lesquels Boris Ivanov, le directeur de Gazprom International, et Sergueï Kirienko, le président de Rosatom⁶¹.

Dès lors, l'activité russe dans les pays musulmans de la région doit être décryptée selon une grille de lecture essentiellement économique et diplomatique : le contrat sur le nucléaire civil avec l'Égypte⁶² en mars 2008 et avec la Jordanie en mai 2009⁶³, les contrats de défense avec la Syrie, ou même le nucléaire iranien. Dans la région, la diplomatie russe poursuit avec une constance particulière la logique de promotion de ses intérêts économiques qui constitue l'une des composantes majeures de la politique extérieure de Moscou depuis le début des années 2000⁶⁴. La Russie est un des seuls fournisseurs de Téhéran en matériel militaire, spatial et nucléaire⁶⁵ et à ce titre, l'Iran constitue un marché juteux pour les entreprises russes⁶⁶ qui doivent composer en outre avec des clients indien et chinois qui cherchent à diversifier leurs fournisseurs en armements, et qui de ce fait, ont ouvert leur marché aux Israéliens. Ainsi, Moscou a accepté en 1995 de reprendre la construction de la centrale nucléaire de Bushehr, dont le chantier avait été à l'origine lancé par Siemens dans les années 1970. Le contrat lié à la livraison de la centrale s'élèverait à près d'un milliard de dollars, toutefois, cette centrale n'est à ce jour pas encore livrée alors que sa mise en service était attendue pour le mois de mars 2010⁶⁷. Le PDG de la société Rosatom, Sergueï Kirienko, a néanmoins déclaré que la centrale serait bien livrée au mois d'août 2010⁶⁸. Sur le volet militaire, la vente par la Russie d'une trentaine de systèmes sol-air Tor M-1 à l'Iran a ainsi rapporté près d'un milliard de dollars aux entreprises russes en 2007. Cette même année, le commerce entre les deux pays s'est élevé à 3 milliards de dollars selon le FMI. Ainsi, les liens qu'entretient Moscou avec Téhéran constitue un sujet de discordes entre Russes et Occidentaux en général, et avec les Israéliens en particulier, bien que la politique russe en matière de vente d'armements a toujours été de fournir des armes aux régimes en délicatesse avec Tel-Aviv qui n'entraîneraient pas la destruction d'Israël en cas de conflit ouvert. Par ailleurs, l'amélioration des relations américano-russes ces derniers mois a eu pour impact de décrisper Moscou sur la question du nucléaire

⁶¹ « La Russie reprend pied sur le continent africain », *Le Monde*, 26 juin 2009.

⁶² Les liens économiques entre l'Égypte et la Russie ne sont pas négligeables : en 2008, les exportations russes vers l'Égypte s'élèvent à 2 milliards de dollars et les importations russes depuis l'Égypte à un peu plus de 200 millions de dollars. Source : Service des statistiques fédérales, http://www.gks.ru/bgd/regl/b09_12/IssWWW.exe/stg/d02/26-05.htm, et RIA Novosti, 25 mars 2008.

⁶³ La Russie et la Jordanie ont entamé une coopération militaire qui a pris un nouvel essor en 2008 avec l'achat par Amman de 2 Il-76 et de 6 Ka-226 pour un montant de 125 millions de dollars. Une entreprise mixte russo-jordanienne, Oboronprom Middle East a même été créée et gèrera la construction d'une vingtaine de Ka-226 par an en Jordanie. Les Jordaniens ont également acheté des véhicules de transports de troupes ainsi que des systèmes antichars Kornet et des missiles portatifs sol-air Igla-S.

⁶⁴ Isabelle Facon, « Russie. Les relations avec l'Iran, le dessous des cartes », *La Documentation française*, n° 8, mai 2009, p. 24.

⁶⁵ Entre 1995 et 2005, près de 70 % des importations iraniennes de matériel de guerre proviennent de Russie. Source : Alla Kassianova, « Russian Weapons Sales to Iran. Why They Are Unlikely to Stop », *PONARS Policy Memo*, n° 427, December 2006 (http://csis.org/files/media/isis/pubs/pm_0427.pdf).

⁶⁶ Parmi les principales entreprises russes présentes sur le marché iranien, on trouve notamment Gazprom, Rosatom, Rosoboronoexport, Sukhoï, Tupolev, Hélicoptères de Russie et l'entreprise de téléphonie Megafon.

⁶⁷ « La centrale iranienne de Bushehr serait prête en mars 2010 », *L'Express*, 30 novembre 2009, et « La centrale iranienne de Bushehr mise en service en mars 2010 », *Euronews*, 30 novembre 2009.

⁶⁸ RIA Novosti, 15 avril 2010.

iranien. Ainsi, en avril 2010, le Président russe Dmitriï Medvedev a déclaré qu'il n'excluait pas de recourir à des sanctions contre Téhéran si les Iraniens persistaient à ignorer les préoccupations de la communauté internationale⁶⁹. Toutefois, le Président russe a reconnu le caractère « pernicieux » et « rarement efficace » de ces sanctions, et dans le même temps, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, insistait au Conseil de l'Europe sur le fait que le recours à la force contre l'Iran était « inacceptable » voire « dangereux »⁷⁰. Enfin, Moscou maintient des relations officielles avec le Hamas, allié de Téhéran dans la bande de Gaza. Ainsi, la dernière visite du chef politique de l'organisation, Khaled Meshaal, à Moscou, s'est déroulée en février 2010. Auparavant, le Kremlin avait déjà accueilli les dirigeants du Hamas au mois de mars 2006, et Sergueï Lavrov avait rencontré Khaled Meshaal à Damas, en mai 2009. Moscou est ainsi la seule capitale du Quartet à discuter de façon officielle avec le mouvement chiite.

Israël a vu d'un très mauvais œil le règlement en décembre 2005 du différend russo-syrien sur la dette syrienne à l'URSS. La Syrie avait en effet contracté près de 13 milliards de dollars de dettes auprès de l'Union soviétique sous la forme d'achats à crédit de matériels de guerre⁷¹. Le règlement de ce différend a permis à Damas, dès les premiers mois de l'année 2006, d'absorber de nouveau du matériel de guerre russe (missiles sol-air courte portée Strelets, lance-roquettes antichars Komet-E et Krysantema). En outre, la Syrie a également acheté des systèmes mobiles de DCA courte et moyenne portée Pantsyr-S1E et Buk-M2 en 2008⁷². Si les Israéliens n'ont guère apprécié la reprise de la coopération russo-syrienne, c'est qu'une partie de ce matériel, notamment les RPG, s'est retrouvée entre les mains du Hezbollah lors de la guerre de l'été 2006, et a mis en déroute des Merkavas israéliens déployés au Sud-Liban. Pour autant, le développement de la coopération entre Moscou et Damas ne procède pas à l'origine d'une posture anti-israélienne des Russes dont l'objectif est une fois encore avant tout économique. Cette dimension a bien été perçue en Israël, ce qui permet de préserver une atmosphère cordiale entre Moscou et Tel-Aviv⁷³ tant que le

⁶⁹ RIA Novosti, 27 avril 2010. Au mois de février 2010, Téhéran a déclaré détenir un lot d'uranium enrichi à 20 % et a affirmé avoir les capacités nécessaires pour atteindre un taux d'enrichissement supérieur. Dans le même temps, Mahmoud Ahmadinejad, le Président iranien, a déclaré à New-York, le 5 mai 2010, lors de la conférence de suivi du Traité de Non-Prolifération, que son pays respecterait les engagements liés au TNP dont l'Iran est signataire.

⁷⁰ Interfax, 29 avril 2010. Sergueï Lavrov a ainsi déclaré devant le Conseil de l'Europe : *“We will still have to reach agreements [with Iran]. The calls for use of force are unacceptable”* (« Nous devons encore parvenir à des accords [avec l'Iran]. Les appels pour un recours à la force sont inacceptables »), avant d'ajouter : *“We just have to continue talking with Iran, or it will not be diplomacy anymore”* (« Nous devons juste poursuivre les discussions avec l'Iran, où alors ce ne sera plus de la diplomatie »).

⁷¹ Le différend s'est réglé de la manière suivante : la Russie a accordé un rabais de 73 % sur le montant total de la dette, le reste étant soumis à un taux d'intérêt annuel de 4 %. En échange, la Syrie s'est engagée à acheter du matériel de guerre russe (RIA Novosti du 6 juin 2008).

⁷² Mark A. Heller, *The Middle East Strategic Balance 2007-2008*, Tel-Aviv, INSS, 2008, pp. 43-44. Les RPG sont fabriqués sous licence directement en Syrie.

⁷³ Lors du raid aérien israélien sur l'installation syrienne d'Al-Kibar au mois de septembre 2007, la diplomatie russe s'est déclarée préoccupée par « la violation de l'espace aérien et de l'intégrité territoriale d'un Etat souverain » qu'elle a déclaré « inadmissible selon toutes les normes du droit international ». Note du ministère des Affaires étrangères russe citée par RIA Novosti, 6 septembre 2009. Les deux pays entretiennent en effet des divergences sur le mode de recours à la force et le respect du droit international.

matériel fourni aux Syriens reste défensif et ne remet pas en question la suprématie israélienne⁷⁴.

Chacune des démarches entreprises par la Russie vers l'Iran, le Hamas ou la Syrie irrite la société israélienne en général et la population russophone en particulier⁷⁵. De même, le « don » de dix Mig-29 destinés à recréer un embryon de force aérienne au Liban constitue également une tentative supplémentaire de Moscou de reprendre pied dans la région en s'introduisant dans un pays où la Russie ne dispose *a priori* d'aucune forme d'influence étant donné ses liens avec la Syrie. Cependant, cette manœuvre est incohérente avec la volonté russe de pérenniser les relations avec Damas et Tel-Aviv et apparaît donc comme une manifestation maladroite des tâtonnements diplomatiques russes.

Enfin, Moscou entretient également de bonnes relations avec l'Autorité palestinienne, malgré les contacts entre le Kremlin et le Hamas. Ainsi, au mois de février 2010, le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a effectué une visite de travail en Russie, à seulement quelques jours d'intervalle de celle de Khaled Meshaal. Lors de sa visite à Ramallah en octobre 2009, Viktor Zoubkov, le premier Vice-premier ministre russe, a évoqué la coopération économique entre Russes et Palestiniens. Cette visite s'est notamment conclue par la création d'un « Conseil d'affaires russo-palestinien » pour la coordination du partenariat entre les hommes d'affaires russes et palestiniens⁷⁶. Auparavant, en 2008, la Russie a également livré, avec l'accord d'Israël, cinquante blindés légers BDRM-2 sans leurs tourelles à l'Autorité palestinienne, ainsi que deux hélicoptères Mi-17 et des munitions pour les fusils d'assaut des forces de police palestinienne.

La présence et les activités israéliennes dans l'espace postsoviétique⁷⁷

Les Israéliens se sont progressivement implantés dans l'espace postsoviétique au cours des années 1990 et 2000 lorsque la région s'est ouverte à de nouveaux acteurs, en particulier occidentaux. La diplomatie israélienne est parvenue en l'espace d'une décennie à s'implanter politiquement et économiquement sur les marches de la Russie et dans certains cas, comme en Azerbaïdjan, à nouer de véritables partenariats stratégiques. A la faveur des « révolutions de couleur », les Israéliens ont en effet su établir des liens durables avec les régimes pro-occidentaux qui voient dans le partenariat avec Tel-Aviv une garantie supplémentaire contre toute forme de retour de l'influence russe sur leur territoire. Les Israéliens ont noué des partenariats en Ukraine, dans le Caucase du Sud et en Asie centrale. Pour eux, le Caucase du Sud représente, à plusieurs niveaux, un espace d'investissement politique et économique prioritaire dans la mesure où il s'agit non seulement d'un marché à conquérir pour son industrie de l'armement, mais aussi d'une pièce du puzzle stratégique visant à sécuriser les approvisionnements énergétiques du pays et à compléter l'encerclement de l'Iran. Enfin, l'intérêt porté par

⁷⁴ Moscou a en effet gelé la vente de missiles sol-sol Iskander-E, d'une portée inférieure à 300 km, dont la vente avait été signée en 2005 avec Damas.

⁷⁵ Voir à ce propos en annexe 5 l'article « A quoi joue la Russie ? » paru sur le site Guysen News International. L'irritation suscitée en Israël par la politique russe dans la région est palpable tout au long de l'article.

⁷⁶ RIA Novosti, 1^{er} octobre 2009.

⁷⁷ Pour cette section, il est recommandé de consulter les annexes 1 à 4 qui détaillent les activités israéliennes dans « l'étranger proche » de la Russie.

L'État hébreu à l'Asie centrale a été mis en lumière par la visite historique du Président israélien Shimon Peres au Kazakhstan à la fin du mois de juin 2009. Néanmoins, ces relations avec les anciennes républiques soviétiques demeurent fragiles dans la mesure où Israël doit prendre garde à ménager Moscou sur ses propres marches.

La nouvelle donne américaine : quelles opportunités pour les relations israélo-russes ?

La diplomatie israélienne s'articule aujourd'hui autour de deux axes majeurs qui sont la relation avec les États-Unis et la menace que représente l'Iran. Or, actuellement, sur chacun de ces deux dossiers, les diplomates israéliens sont plus que jamais confrontés à de sérieuses difficultés qui les obligent à envisager un certain nombre d'inflexions, à commencer par réévaluer la teneur des relations avec Washington, ce qui pourrait se faire au profit des relations avec Moscou.

Contrairement à ce qui s'est produit dans la plupart des capitales, l'élection de Barack Obama a été accueillie avec beaucoup de réserve à Tel-Aviv ainsi qu'à Moscou. Depuis que le nouveau président américain a livré les grandes orientations de sa politique étrangère à travers le discours sur l'état de l'Union ou encore lors de son discours du Caire, cette réserve s'est même muée en méfiance, voire en défiance. Aujourd'hui, on a pris acte à Tel-Aviv que le soutien américain n'était plus aussi indéfectible qu'auparavant et qu'il fallait même s'attendre à des changements sur le fond des relations entre les deux alliés dans les années à venir. Les Israéliens ont également pris note qu'au cours des prochaines décennies, le centre des intérêts géostratégiques américains va progressivement se déplacer du Moyen-Orient vers l'Asie centrale et plus loin, vers la Chine⁷⁸. Aussi, la question que se posent à l'heure actuelle les dirigeants israéliens est la suivante : d'ici à vingt ans, quelle sera l'importance accordée par l'Amérique à l'alliance stratégique avec Israël ? Il apparaît vital pour l'État hébreu d'anticiper une potentielle atténuation du soutien américain en explorant de nouvelles opportunités de partenariat afin de pallier cette possible évolution.

C'est dans cette perspective qu'il faut considérer le regain d'intérêt et la densification du partenariat avec Moscou malgré les tensions précédemment évoquées. A plus court terme, le renforcement du partenariat avec Moscou pourrait également servir à compenser l'éventuel isolement de l'État hébreu suite à un désaccord profond avec Washington sur le dossier iranien⁷⁹. Moscou, qui se sert de la « carte iranienne » comme d'un levier de pression dans ses relations avec l'Occident, notamment en ce qui concerne son « étranger proche », pourrait bien détenir l'une des clefs qui favoriserait un dénouement diplomatique sur la question de la nucléarisation de l'Iran. En adoptant une attitude moins ambiguë dans sa politique à l'égard de Téhéran, le Kremlin favoriserait non seulement son rapprochement avec Israël, mais également avec les monarchies arabes du Golfe ainsi qu'avec les Européens et les États-Unis⁸⁰. Enfin, la nouvelle attitude des États-Unis envers l'Iran et la Russie pourrait bien s'avérer bénéfique à Israël dans la mesure où les confrontations entre Washington et Moscou se

⁷⁸ Entretien avec un spécialiste des questions de sécurité internationale, juillet 2009.

⁷⁹ Israel Valley, éditorial du 17 août 2009.

⁸⁰ Isabelle Facon, op. cit., p. 29.

sont toujours traduites au Moyen-Orient par un rapprochement entre la Russie et les ennemis de l'État hébreu⁸¹.

Quelle place pour le partenariat israélo-russe dans le processus de paix ?

Une autre conséquence de la politique d'ouverture menée par Barack Obama envers le monde musulman concerne le processus de paix dont le nouveau président américain veut faire, avec les dossiers irakien et iranien, un emblème du renouveau diplomatique de la Maison-Blanche. Là aussi, la perspective de l'atténuation du soutien américain a amené les Israéliens à se tourner de façon plus nette vers d'autres interlocuteurs, dont la Russie. En ce sens, la tournée de Benyamin Netanyahou en Russie et en Europe au début de l'été 2009 peut être perçue comme visant à faire valoir les intérêts israéliens auprès des diplomates russes et européens dans la perspective d'une future conférence sur la paix et au moment même où Israël subit des pressions américaines.

Le discours du Premier ministre israélien prononcé en juin 2009 au Centre Begin-Sadate de l'Université de Bar Ilan a mis en lumière les divergences entre Tel-Aviv et Washington sur la question du règlement du conflit israélo-palestinien. Néanmoins, Benyamin Netanyahou a évoqué la possibilité de deux peuples au sein de deux États, bien que les conditions posées à l'existence du futur État palestinien soient rédhibitoires et ne puissent par conséquent pas conduire, selon Moscou, à une solution au conflit⁸². Les difficultés sont en effet nombreuses puisqu'une telle solution implique le gel des constructions de colonies en territoire palestinien ainsi que la destruction des implantations existantes à l'ouest du Jourdain⁸³. Or, pour l'actuel gouvernement israélien qui a été élu grâce aux électeurs de droite et d'extrême-droite, dont une majorité d'Israéliens russophones⁸⁴, il est impossible de mener une telle politique sans compromettre la cohésion du cabinet actuel, comportant notamment des ministres originaires d'ex-URSS. Au mois de mars 2010, la réunion du Quartet à Moscou, destinée à relancer le processus de paix, a en outre abouti à une déclaration appelant l'Etat hébreu à stopper toutes les activités de colonisation⁸⁵ que Moscou dénonce régulièrement⁸⁶.

⁸¹ En décembre 2003, un rapport israélien issu du Centre Interdisciplinaire d'Herzliya soulignait la menace que représentait pour Israël la détérioration des rapports entre Moscou et Washington qui se traduisait notamment par un rapprochement entre la Russie et « l'axe du Mal » (*The Balance of Israel's National Security*, Interdisciplinary Center of Herzliya, Fourth Annual Conference, Conference Conclusions, décembre 2003, pp. 41-42).

⁸² « Moscou accueille avec réserve les déclarations de Netanyahou », RIA Novosti, 15 juin 2009.

⁸³ Il existe aujourd'hui près de 121 colonies juives en Cisjordanie habitées par environ 300 000 colons. Il faut également tenir compte des 200 000 Israéliens qui vivent à Jérusalem-Est. Par conséquent, toute évacuation des colonies ainsi que le retour de la partie est de la Ville sainte dans le giron palestinien signifieraient le déplacement de près d'un demi-million d'Israéliens dont une grande partie sont russophones.

⁸⁴ Voir notre troisième grande partie sur le facteur humain.

⁸⁵ La déclaration finale issue de la réunion affirme notamment que : « *Le Quartet exhorte le gouvernement israélien à geler toutes les activités de colonisation, y compris (destinées à) la croissance démographique naturelle, à démanteler tous les avant-postes construits depuis mars 2001 et à s'abstenir de procéder à des démolitions et des expulsions à Jérusalem-Est* ». RFI, vendredi 19 mars 2010.

⁸⁶ Au mois de novembre 2009, Andreï Nesterenko, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a ainsi rappelé la nécessité du « gel total » de la colonisation, y compris de leur « croissance naturelle », dans tous les territoires palestiniens occupés, dont Jérusalem-Est. RIA Novosti, 26 novembre 2009.

Aussi, dans la perspective de la reprise des négociations du processus de paix, Israël pourrait être tenté de jouer la carte russe, d'autant plus que Tel-Aviv répondrait ainsi favorablement aux ambitions de Moscou de renforcer son rôle en tant que médiateur dans le processus de paix.

Lorsqu'il était président, Vladimir Poutine avait émis l'idée en avril 2005 d'une conférence pour la paix au Proche-Orient, idée qui a été reprise par son successeur, Dmitriï Medvedev. Au-delà de la volonté commune aux capitales du Quartet d'organiser chacune sa propre conférence en vue d'une résolution du conflit, il s'agit pour Moscou de dépasser son simple rôle de médiateur en jouant un rôle de premier plan au sein du processus de paix – d'autant plus que la Russie est un des seuls États du Quartet qui accepte de discuter avec tous les acteurs du conflit, Hamas compris. La rencontre entre le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Meshaal, et Sergueï Lavrov à Damas le 23 mai 2009 à l'occasion d'une conférence des ministres des Affaires étrangères de l'OCI avait cependant indigné une grande partie de la classe politique et de l'opinion publique israélienne d'autant plus que cette rencontre est intervenue à quelques jours de la visite d'Avigdor Lieberman à Moscou⁸⁷. Plus récemment, au début de l'année 2010, Moscou a accueilli successivement, à quelques jours d'intervalles, Mahmoud Abbas, Khaled Meshaal et Benyamin Netanyahou.

Cependant, il existe au moins deux obstacles de taille que les diplomates russes vont devoir surmonter. Tout d'abord, il s'agit de réussir à faire s'asseoir à la même table tous les acteurs du processus. Or la présence du Hamas signifierait automatiquement, à l'heure actuelle, l'absence à la table des négociations non seulement d'Israël mais également celle du Fatah de Mahmoud Abbas et des États-Unis. C'est dans cette optique que la Russie soutient activement la médiation égyptienne entre le Hamas et le Fatah et qu'elle avait déjà renouvelé son soutien au président de l'Autorité palestinienne lors de sa visite à Moscou en février 2008. Le second obstacle concerne le document qui servira de bases aux négociations. Jusqu'à récemment, la diplomatie russe, par l'entremise de Sergueï Lavrov, évoquait la nécessité de négocier à partir des résolutions de l'ONU, des principes de la Conférence de Madrid ainsi que de la Feuille de route. Or, au cours du printemps 2009, la position du Kremlin a visiblement évolué puisque dernièrement le chef de la diplomatie russe a également indiqué qu'il fallait tenir compte de l'Initiative de paix arabe⁸⁸. Cette initiative comporte un certain nombre de conditions préalables à la paix demandées par les pays arabes à Israël comme le retrait de l'État hébreu des territoires occupés après le 4 juin 1967, l'acceptation par Tel-Aviv du retour de réfugiés palestiniens et de Jérusalem-Est comme capitale de l'État palestinien. Autant dire qu'il s'agit là de bases de discussion inacceptables pour Benyamin Netanyahou, qui met en avant l'argument démographique pour refuser tout gel dans la construction des colonies, ainsi que tout retour des réfugiés palestiniens.

Vue de Tel-Aviv, la position actuelle de Moscou sur la question du processus de paix relève également du double langage à l'image de l'ensemble de la politique russe au Proche-Orient. Néanmoins, les Israéliens tiennent au dialogue avec Moscou et au rôle de la Russie dans la région, ce qu'a encore rappelé Shimon Peres lors de sa visite à

⁸⁷ Auparavant, en mars 2006, une délégation du Hamas avait déjà été reçue à Moscou suscitant là aussi de vives critiques en Israël.

⁸⁸ L'Initiative de paix arabe a été présentée par l'Arabie saoudite suite au sommet de la Ligue arabe à Beyrouth au mois de mars 2003.

Sotchi au mois d'août 2009⁸⁹. En ce sens, il semble qu'il existe à Tel-Aviv une surreprésentation du rôle et des possibilités de la Russie dans la région, rôle qui à l'inverse paraît être sous-estimé par les pays arabes. La presse arabe en général et égyptienne en particulier tout comme la Ligue arabe semblent en effet ne pas avoir accordé une très grande importance à la visite de Dmitriï Medvedev au Caire au mois de juin 2009⁹⁰. Et pour cause, la politique de la Russie au Moyen-Orient est jugée par les pays arabes comme opportuniste, sans véritable axe hormis celui des ventes d'armes et de la coopération énergétique. Pour les Arabes, il semblerait que le poids de la Russie dans les négociations ne soit donc pas déterminant et que la véritable clef du conflit se trouve davantage du côté de Washington et de Bruxelles (d'autant que ces derniers octroient des aides économiques à Israël et aux Palestiniens). Les chefs d'État et de gouvernement des Etats membres de la Ligue arabe se sont d'ailleurs réunis pour adopter une position commune suite au discours de Barack Obama le lendemain de la visite de Dmitriï Medvedev au Caire. Les actes finaux de cette réunion n'accordent que peu d'importance au passage du chef du Kremlin en Égypte⁹¹. La Russie subit donc les contrecoups de sa politique au Moyen-Orient, jugée trop focalisée sur une logique de contrepoids au *leadership* américain, et excessivement motivée par les opportunités économiques, par essence souvent plus ponctuelles. Or, le processus de paix s'inscrit dans un projet politique de long terme et les relations entre Israël et la Russie ne semblent pas, du point de vue arabe, y tenir une place déterminante.

⁸⁹ « Votre État est une puissance mondiale, un membre du Quartet pour le règlement de la crise au Proche-Orient jouissant d'une grande influence dans la région. Nous ne doutons pas que la Russie est disposée à contribuer à la résolution de nos problèmes », a déclaré M. Peres (RIA Novosti, 18 août 2009).

⁹⁰ Voir en annexe l'article du journal *Al Hayat* daté du 25 juin 2009 sur la politique russe au Proche-Orient.

⁹¹ RIA Novosti du 25 juin 2009.

Le poids du facteur humain : représentations et *soft power*

Ici, c'est bien des représentations et, dans une certaine mesure, du rapport à l'Autre, dont il est question : ces représentations sont à l'origine de la charpente émotionnelle et subjective qui influence les décideurs politiques et même économiques, faisant du facteur humain une des clefs essentielles au décryptage des liens entre Moscou et Tel-Aviv.

L'influence des Israéliens d'origine russe dans la vie économique et politique d'Israël

Les Russes israéliens, un facteur de rapprochement

Acteur incontournable de la vie politique d'Israël, la communauté israélo-russe se caractérise cependant par un mode de vie ainsi que des habitudes qui la différencient des autres citoyens israéliens en la rapprochant de ses origines russes.

L'immigration de Juifs issus de l'espace soviétique s'est amorcée à l'ère Brejnev et s'est très rapidement retrouvée prisonnière d'enjeux politiques liés aux relations qu'entretenaient Israël et l'URSS, des relations globalement bonnes entre 1948 et 1967, puis quasi inexistantes entre 1967 et la seconde moitié des années 1980. La question de l'immigration des Juifs soviétiques vers Israël a même dépassé le cadre bilatéral en s'internationalisant avec l'adoption par les États-Unis de l'amendement Jackson-Vanik en 1974. Néanmoins, durant les années 1970, près de 160 000 Soviétiques ont migré vers Israël, et en 1990-1991, juste après l'ouverture du Rideau de fer, ce sont 400 000 Juifs qui réalisent leur *aliya*⁹². Entre 1990 et 2000, 1,4 million de migrants⁹³ rejoignent Israël si bien qu'aujourd'hui, il y aurait plus d'un million et demi de citoyens israélo-russes pour une population de 7,3 millions d'habitants, ce qui tend à faire de l'État hébreu un « nouveau monde russe ». Ces citoyens, majoritairement issus de Russie et d'Ukraine, ont conservé des liens étroits avec leur pays d'origine et ont de ce fait créé un espace transnational israélo-russe à travers des réseaux familiaux et économiques. Plus que la question de l'origine géographique des ces migrants, c'est la dimension culturelle qui prime avec le terreau commun dont la langue russe constitue le principal pilier. Il s'agit-là du ciment qui soude véritablement cette communauté d'immigrés dont l'identité judaïque est surtout ethnique avant d'être religieuse⁹⁴.

En Israël, cette population constitue un électorat relativement homogène qui se situe aujourd'hui majoritairement à droite, voire à l'extrême-droite de l'échiquier politique israélien, à tel point que déjà en 2002, les Russes représentaient près des 10 % des

⁹² Anne de Tinguy, *La Grande migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Paris, Plon, 2004, p. 156.

⁹³ Si l'on prend en compte les Juifs et les membres non juifs de leurs familles.

⁹⁴ Anne de Tinguy, *La Grande migration*, op. cit., pp. 156-157.

députés du Likoud⁹⁵. Plus généralement, il est admis en Israël qu'aucune élection ne peut se gagner contre le vote russe, ce qui fait des Israéliens russophones des arbitres de la vie politique de l'État hébreu dans la mesure où il représente près de 25% du corps électoral d'Israël⁹⁶. Ceci est d'autant plus vrai que des membres de l'actuel Cabinet israélien sont des ressortissants de l'ex-URSS, à l'image de Sofa Landver et d'Avigdor Lieberman, né en Moldavie, mais également du Président, Shimon Peres, qui est né à Vichneva, une ville qui se situe aujourd'hui en Biélorussie.

En plus de poids démographique (1/7^e de la population) qui fait d'elle une population à part, la communauté russophone doit également à sa forte identité culturelle son influence dans la politique israélienne. Les Russes israéliens ont ainsi créé des partis afin de faire valoir leurs opinions et défendre leurs intérêts. C'est notamment le cas d'Avigdor Lieberman, qui a créé en 1999 le parti *Israel Beiteinou* (« Israël est notre foyer »), qui prône une ligne dure dans les négociations avec l'Autorité palestinienne⁹⁷. Cette formation politique a attiré des députés issus du parti russe *Israël ba-Aliya*⁹⁸ fondé en 1996. Depuis cette date, les Russes participent à tous les gouvernements israéliens⁹⁹. Au sein de Tsahal, les Russes, qui représentent près de 25 % des hommes du rang¹⁰⁰, ont notamment combattu pendant la guerre du Liban de 2006, certains au sein d'unités spéciales, où ils ont pu faire valoir leur expérience du combat acquise pour quelques-uns d'entre eux en Tchétchénie¹⁰¹. Les soldats israélo-russes tombés au combat depuis le début de la seconde Intifada ou lors des combats au Liban ou bien encore victimes d'attentats ont payé l'impôt du sang, qui constitue l'un des vecteurs les plus consensuels d'intégration en Israël¹⁰².

Tout en étant intégrés dans le paysage politique d'Israël, les Israélo-russes forment néanmoins une communauté à part dans la mesure où ils ont conservé leur culture, leurs mœurs et surtout leur langue russe. Ce refus d'acculturation à la société israélienne, qui fonctionne sur le mode d'intégration du « creuset », s'est traduit par une forte communautarisation des nouveaux arrivants, qui s'explique d'abord par le fait que les immigrants sont restés attachés à leur culture d'origine qu'ils jugent supérieure à celle d'Israël¹⁰³. L'intégration de cette communauté a été d'autant plus compliquée qu'elle a été dans un premier temps stigmatisée par les Israéliens « de souche » en raison de son coût économique. Les vagues d'immigration des années 1990 ont contraint le gouvernement israélien à simplifier les modalités d'accueil des nouveaux arrivants en

⁹⁵ « Ariel Sharon vu par la presse russe », *Le Monde*, 8 octobre 2002.

⁹⁶ Article de l'hebdomadaire russe *Inostranets* cité par *Le Monde* dans son édition du 8 octobre 2002.

⁹⁷ L'actuel Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, a ainsi été élu en partie grâce au vote des électeurs israéliens d'origine russe représentés par ces partis. A ce titre, il ne peut les décevoir en se pliant sans contrepartie, si toutefois il le souhaitait, aux injonctions de Barack Obama concernant le gel des colonies en territoire palestinien.

⁹⁸ « Les partis politiques en Israël : Israël Beiteinou », *Un écho d'Israël*, 15 mars 2006.

⁹⁹ Anne de Tinguy, *La Grande migration*, op. cit., p. 175.

¹⁰⁰ « Ariel Sharon vu par la presse russe », op. cit.

¹⁰¹ P. Razoux, op. cit., p. 3.

¹⁰² Entretien avec un analyste spécialiste d'Israël, août 2009.

¹⁰³ « Si les Russes n'entendent pas rompre avec leur culture d'origine, c'est parce qu'ils en apprécient la richesse. C'est aussi parce qu'ils la jugent supérieure à celle de leur pays d'accueil », Anne de Tinguy, in « Les Russes d'Israël, une minorité très influente », *Les études du Ceri*, n° 48, 1998, p. 9.

leur donnant un « panier d'intégration » à leur arrivée en Israël. Ce pécule, donné par l'État à chaque nouvelle famille d'arrivants, est destiné à aider les migrants lors de leur installation. L'année suivante, les migrants continuent à percevoir des aides de l'État, mais le montant est moins important¹⁰⁴. Cette formule d'intégration comporte par conséquent un coût économique qui s'est traduit notamment par des hausses d'impôts qui ont provoqué une grève générale en Israël au mois de décembre 1990¹⁰⁵. Par ailleurs, l'hostilité de la société israélienne tenait également au fait qu'une bonne partie des immigrés n'était en réalité pas juifs. Ainsi, selon les études et les critères, entre 25 % et 60 % de cette population immigrée ne serait pas réellement juive¹⁰⁶. Une étude parlementaire israélienne datant de 2003 révèle que sur les 1,4 million de migrants des années 1990, 300 000 ne seraient pas juifs et ne seraient en outre pas convertis¹⁰⁷. Néanmoins, l'État israélien a accueilli à bras ouverts cette population qualifiée ne serait-ce que parce que pour lui, la question démographique représente un enjeu vital dans la mesure où la croissance de la population juive-israélienne est inférieure à celle des populations arabes israéliennes¹⁰⁸. Face à l'accueil peu chaleureux de la population locale, les nouveaux arrivants ont opposé leur culture slave ainsi que leur bagage intellectuel souvent non négligeable, nombre d'entre eux étant très qualifiés et appartenant à l'ancienne élite technique et scientifique soviétique. En effet, en 1990, 39 % des immigrés juifs soviétiques étaient employés en URSS comme scientifiques ou comme enseignants, et 35 % étaient des techniciens ou des ouvriers spécialisés¹⁰⁹. En 1997, ces catégories représentaient encore respectivement 27 % et 32 % des nouveaux arrivants. Par conséquent, le coût économique lié à leur intégration a rapidement été résorbé par l'activité professionnelle de cette communauté qui a directement contribué à faire d'Israël l'un des États pionniers en matière de hautes technologies¹¹⁰. Éduquée et laïque, cette communauté doit néanmoins composer avec une image négative liée aux activités mafieuses que la seconde vague d'immigration a amenées au cours des années 1990¹¹¹.

¹⁰⁴ Le panier d'intégration est à ce jour composé de douze mois de loyer ainsi que d'une aide financière qui dure 6 mois et qui s'élève aujourd'hui en tout pour une famille de 4 personnes à environ 39 400 shekels (soit un peu plus de 7 100 euros) avec des enfants en bas âge. Le tableau est disponible à l'adresse suivante : http://www.moia.gov.il/Moia_fr/FinancialAssistance/TableAmountsBasket.htm

En outre, les migrants peuvent demander une allocation de subsistance dont la durée varie entre six mois et un an et dont le montant est indexé sur un certain nombre de critères (âge, handicap, formation...). Aujourd'hui, un migrant arrivant seul en Israël perçoit mensuellement 1 318 shekels (environ 240 euros) et une famille de quatre personnes reçoit chaque mois 2 780 shekels (environ 500 euros). Source : ministère israélien de l'Immigration et de l'intégration, http://www.moia.gov.il/Moia_fr/FinancialAssistance/TableIncomeInsurance.htm.

¹⁰⁵ Anne de Tinguy, « Les Russes d'Israël, une minorité très influente », op. cit., p. 15.

¹⁰⁶ P. Razoux, op. cit., p. 3.

¹⁰⁷ Anne de Tinguy, *La Grande migration*, op. cit., p. 186.

¹⁰⁸ Selon différentes statistiques, la population arabe israélienne sera majoritaire en Israël à l'horizon 2020.

¹⁰⁹ Central Bureau of Statistics.

¹¹⁰ Selon le Centre pour l'intégration des scientifiques, les Russes ont apporté à Israël une avancée considérable en mathématiques, en physique théorique, en géologie et en électronique. Ils sont directement responsables de la réussite du programme de satellites israéliens Tekhsat. En 1999, il y avait en Israël 145 ingénieurs pour 10 000 habitants, alors qu'aux États-Unis, le rapport est de 85 pour 10 000 (Anne de Tinguy, *La Grande migration*, op. cit., p. 184).

¹¹¹ Entretien avec un analyste spécialiste d'Israël, août 2009.

D'un point de vue diplomatique, cette communauté a servi d'intermédiaire à Israël dans sa politique de rapprochement avec la Russie. La nomination d'un ministre des Affaires étrangères russophone n'est d'ailleurs pas totalement anodine au moment où les relations israélo-américaines connaissent des difficultés au sujet du processus de paix et du nucléaire iranien. Lors de sa rencontre avec Vladimir Poutine à Moscou au mois de février 2010, le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyhou, a ainsi déclaré : « *Une des raisons de notre succès [diplomatique] est la présence d'un pont vivant reliant nos deux pays. Ce pont est formé par le million de citoyens israéliens russophones qui rattachent Israël à la Russie et qui nous ont communiqué l'amour de ce pays* »¹¹². Le dernier élément illustrant ce succès évoqué par le Premier ministre israélien est la restitution par Israël à la Russie de la Mission Saint-Serge de Jérusalem. Cet acte décidé côté israélien au printemps 2008¹¹³ et concrétisé au mois de décembre 2008, concerne un immense bâtiment au cœur de Jérusalem qui abritait jusque-là le ministère israélien de l'Agriculture¹¹⁴.

Les Israélo-russes en Russie : quel impact sur les relations bilatérales ?

Les perspectives offertes par l'espace économique, culturel et religieux transnational israélo-russe n'ont évidemment échappé ni au Kremlin ni aux Israéliens qui s'en servent comme autant de vecteurs de *soft power* de l'un chez l'Autre.

Si l'on laisse de côté les questions techniques que nous avons traitées auparavant, les aspects économiques de cet espace transnational concernent la délinquance financière et le crime organisé entre les deux États. Israël refuse toute extradition de ses ressortissants si bien que Moscou n'a rencontré que peu de succès pour ses demandes d'extradition concernant des oligarques binationaux recherchés pour des délits financiers. Les cinq ressortissants israélo-russes que le Kremlin souhaiterait voir extradés sont trois proches collaborateurs de Mikhaïl Kodorkovskiï actuellement réfugiés en Israël : Leonid Nevzline, Mikhaïl Brudno et Vladimir Dubov. Ils sont recherchés par les autorités russes pour détournements de fonds et pour évasion fiscale. Par ailleurs, Vladimir Goussinskiï et Boris Berezovskiï, sous le coup d'un mandat d'arrêt de la justice russe, possèdent également des passeports israéliens. Bien que Goussinskiï, l'un des principaux *leaders* de la presse d'opposition à Vladimir Poutine ait été arrêté en Espagne en 2000, il n'a jamais été extradé vers la Russie suite aux pressions exercées par le Cabinet israélien sur Madrid afin de le relâcher. Ces cinq personnages ont en outre bénéficié de la loi israélienne dite Loi du retour qui permet à tout juif de devenir citoyen israélien. Il s'agit-là des oligarques les plus en vue, cependant, d'autres personnalités, moins connues gravitent dans la nébuleuse du crime organisé et de la délinquance financière. Bien qu'un accord entre les deux États existe¹¹⁵, le dossier du crime organisé ainsi que des activités des oligarques ne débouche que rarement sur une coopération bilatérale efficace entre les deux États puisqu'Israël n'a pas pour habitude d'extrader ses ressortissants, aussi, il s'agit d'une source de tension plus que d'une opportunité de coopération entre Moscou et Tel-Aviv. Par ailleurs, la majorité des

¹¹² RIA Novosti, 16 février 2010.

¹¹³ RIA Novosti, 13 mai 2008.

¹¹⁴ RIA Novosti, 16 février 2010.

¹¹⁵ Accord du 22 mai 1997 entre l'État d'Israël et la Fédération de Russie portant sur la coopération dans la lutte contre le crime organisé et le trafic de drogue. Source : ministère israélien des Affaires étrangères.

oligarques russes possèdent la double nationalité israélienne et russe et constituent de fait des vecteurs officieux de coopération et de *lobbying* économique entre les deux États¹¹⁶. Aussi, à Moscou, le pouvoir prend soin de cette minorité juive russe qui est bien implantée dans le monde de la finance sous réserve qu'elle abandonne toute ambition politique nationale. C'est ce qui explique que Roman Abramovitch soit encore en activité en Russie en tant que gouverneur de la Tchoukotka et que Mikhaïl Khodorkovskii soit à l'inverse emprisonné après avoir affiché des ambitions politiques et ouvertement manifesté son opposition à Vladimir Poutine.

Israël et la Russie sont par ailleurs confrontés depuis peu à un nouveau phénomène qui s'inscrit dans le cadre de cet espace transnational israélo-russe : le retour d'immigrés israéliens russophones vers leur terre d'origine : la Russie, l'Ukraine, voire la Biélorussie. Cette « anti *aliya* », encore limitée à quelques familles, est un mouvement migratoire récent puisqu'amorcé en 2006 et auquel aucune étude de fond n'a encore été consacrée. Cette année-là, pour la première fois, les Russes ont été plus nombreux à quitter Israël qu'à y immigrer¹¹⁷. Les raisons qui expliquent ce début de mouvement inverse de cette migration sont nombreuses et relèvent aussi bien de facteurs internes à la société israélienne que de considérations externes. Tout d'abord, si cette émigration devait se confirmer, elle ne serait que l'aboutissement logique d'une intégration imparfaite des migrants russophones arrivés dans les années 1990 en Israël. En outre, le climat d'insécurité qui règne actuellement en Israël a fini par l'emporter sur les considérations économiques d'autant plus qu'avant la crise, l'économie russe offrait nombre d'opportunités pour cette population cultivée et diplômée. Au premier rang des paramètres extérieurs favorisant ce mouvement de départ : la sécurité et l'Iran, avec les risques liés au programme nucléaire de Téhéran. Selon un sondage publié par le quotidien *Haaretz*, 23 % de la population israélienne se déclare prête à quitter Israël si l'Iran détenait l'arme nucléaire¹¹⁸. Plus globalement, la menace iranienne vient compléter un tableau sécuritaire déjà largement compromis par le Hezbollah et ses tirs de roquettes sur le nord d'Israël qui en leur temps ont atteint le moral de la population à forte composante russophone vivant dans la partie nord du pays. Bien que ces tirs aient cessé depuis la guerre de 2006 et l'installation de la Finul II, l'explosion d'une cache d'armes de la milice chiite sur la frontière israélo-libanaise au début du mois de juillet 2009 a ravivé en Israël le spectre de la menace liée aux activités du Hezbollah au Sud Liban. Du côté russe, Moscou dispose d'un programme de réintégration de ses expatriés faisant partie d'un plan plus vaste dont l'objectif est de lutter contre l'effondrement démographique dramatique que connaît actuellement le pays. En 2007, seulement 700 citoyens russes expatriés sont revenus s'installer en Russie, et en 2008, ils étaient 8 800. Avec la crise économique, le Kremlin rencontrera probablement des difficultés pour atteindre son objectif initial de 443 300 expatriés russes réintégré en 2012¹¹⁹. L'existence de ce plan d'accueil russe destiné aux expatriés pourrait achever de convaincre certains Israélo-russes désireux de quitter l'État hébreu. Toutefois, les desti-

¹¹⁶ Roman Abramovitch est le plus en vue, mais il convient de citer d'autres oligarques comme Andreï Kozyrev, Viktor Vekselberg, Leonid Nevzline... Voir à ce propos Arnaud Kalika, *L'Empire aliéné. Le système du pouvoir russe*, Paris, CNRS Editions, 2008, la partie intitulée « Judaïsme : mythes et réalités ».

¹¹⁷ « On parle russe en Israël », *Un écho d'Israël*, 20 décembre 2008.

¹¹⁸ Sondage publié le 22 mai 2005 par le *Haaretz* et réalisé auprès d'un échantillon de citoyens israéliens de 509 personnes par le Centre d'études iraniennes de l'Université de Tel-Aviv (RIA Novosti, 22 mai 2009).

¹¹⁹ *Vedomosti* cité par Barents Observer, 27 juillet 2009.

nations privilégiées par ces nouveaux migrants sont le Canada avec près de 200 000 Russes à Toronto, et l'Allemagne, où l'on trouve 15 000 Russes vivant à Düsseldorf en 2008 alors qu'ils étaient 4 000 en 2006¹²⁰.

Il serait légitime d'opposer à l'argument sécuritaire mis en avant pour expliquer ce retour l'argument de l'antisémitisme de la société slave, antisémitisme auquel les candidats au retour seront inévitablement confrontés non seulement en Russie, mais également en Ukraine et en Biélorussie. Il s'agit par ailleurs du même antisémitisme qui en son temps, avait poussé les Juifs de l'Empire russe, puis d'URSS, à quitter l'Union soviétique, même si aujourd'hui il n'existe plus d'antisémitisme d'État. Cette question devrait *a priori* entraver les relations israélo-russes, cependant les deux pays semblent avoir dépassé cet obstacle. Pour les Russes comme pour les Israéliens, l'antisémitisme est avant tout symbolisé par l'Allemagne nazie. Lors de la visite de Shimon Peres à Dmitriï Medvedev à Sotchi¹²¹, les premiers mots du Président israélien ont été consacrés au sacrifice consenti par l'URSS pour vaincre le III^{ème} Reich¹²². D'ailleurs, en Israël, le Jour de la Victoire est fêté le 9 mai, comme en Russie, et 148 combattants promus au rang de héros de l'URSS étaient juifs. Lors de sa visite à Moscou au mois de février 2010, Benyamin Netanyahou a invité Vladimir Poutine à admirer le monument aux soldats soviétiques qui sera érigé en Israël à l'occasion du 65^e anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie¹²³. Le dynamitage du monument aux combattants de la Seconde Guerre mondiale à Koutaïssi en Géorgie au mois de décembre 2009, ainsi que l'attribution du titre de Héros de l'Ukraine à Bandera par l'ancien Président ukrainien Iouchtchenko en février 2010, constituent pour Moscou autant de tentatives de réécrire l'histoire à travers des manifestations d'une forme de négationnisme. Or, la lutte contre le négationnisme constitue bien un lien supplémentaire entre la Russie et Israël¹²⁴. Le 18 décembre 2009, Moscou a ainsi fait adopter par l'Assemblée générale des Nations Unies, un projet de résolution visant à condamner la glorification des anciens combattants SS ainsi que la profanation des monuments érigés à la mémoire des combattants contre le nazisme¹²⁵.

Au niveau international, le Congrès mondial des juifs russophones (CMJR) est une ONG qui s'est fixé pour objectif d'assister les ressortissants juifs de ses États membres dans la réalisation de leur *aliya*. Cette ONG, qui regroupe aujourd'hui 23 pays, dont ceux de la CEI et des pays baltes, a été fondée en juillet 2002 à Moscou. Elle est

¹²⁰ « On parle russe en Israël », op. cit.

¹²¹ Visite du Président israélien Shimon Peres en Russie à Sotchi les 18 et 19 août 2009. Le Président israélien a été reçu dans la résidence d'été du Président russe, ce qui constitue une marque supplémentaire d'attention à l'endroit des Israéliens.

¹²² Shimon Peres a ainsi déclaré : « *Nous avons une attitude toute particulière envers la Russie, nous n'oublierons pas sa contribution pendant la Seconde Guerre mondiale, sans sa participation, le monde ne serait sans doute pas venu à bout de cette menace* ». Puis : « *Nous n'oublions pas le prix énorme payé par votre peuple* » (RIA Novosti, 18 août 2009).

¹²³ Le Premier ministre israélien a ainsi déclaré : « *Je souhaiterais que cette grande date soit célébrée par la création d'un monument spécial qui permettra d'éterniser le rôle de la Russie et de l'Armée rouge dans la victoire sur l'Allemagne nazie. J'espère bien que sa construction sera achevée avant votre visite en Israël* » (RIA Novosti, 16 février 2010).

¹²⁴ Tel-Aviv n'a toutefois pas condamné le geste du Président Iouchtchenko.

¹²⁵ La résolution a été adoptée avec 127 voix « pour », 1 voix « contre » et 54 abstentions. Le vote « contre » est celui des États-Unis ; l'Ukraine, la Géorgie, la Moldavie, l'Estonie et la Lettonie se sont abstenues. RIA Novosti, 21 décembre 2009.

actuellement dirigée par Boris Spiegel. Lors du conflit d'août 2008 entre la Russie et la Géorgie, le CMJR a en outre appuyé l'idée de création d'un tribunal pénal international pour l'Ossétie du Sud devant lequel devraient être traduits des responsables politiques et militaires géorgiens qu'elle a tenus responsable du déclenchement des hostilités¹²⁶. L'adoption par une association internationale juive d'une position opposée à celle de l'État d'Israël, qui a soutenu et équipé la Géorgie, met en lumière les divergences qui peuvent exister au sein même de la société israélienne quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de la Russie sur des questions d'intérêt national comme les ventes d'armes où la sécurisation des routes du pétrole. Le CMJR a mis en avant l'argument du génocide auquel le peuple juif a été confronté dans son histoire pour justifier une solidarité avec les Ossètes et, à travers eux, avec la réaction russe. Enfin, pour 2009-2010, une des priorités de l'organisation est la lutte contre la tendance actuelle au sein de certains États à la réécriture de l'Histoire de la Seconde Guerre mondiale et à la glorification du fascisme et du nazisme¹²⁷, ce qu'elle a rappelé à l'occasion de la commémoration des 65 ans de la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Il existe en outre en Russie deux structures juives principales qui sont la Fédération des communautés juives (FEOR)¹²⁸ et le Congrès des communautés religieuses juives (REK) ayant à leur tête des rabbins dont l'un, Berl Lazar, responsable de l'alliance des rabbins de la CEI pour la FEOR, est parvenu à se faire élire rabbin principal de Russie en 2000 et donc conseiller du président Poutine au sein du Conseil pour la coordination des associations religieuses¹²⁹. Il existe par ailleurs une structure liée à la Chambre de commerce israélo-russe, le club d'affaires OCHER, fondé au mois de mai 2003, qui œuvre en faveur du commerce entre la Russie, Israël, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Les nombreux liens qui se sont progressivement tissés entre Israël et la Russie et plus largement l'espace postsoviétique grâce aux activités des ressortissants israélo-russes ont contribué à bâtir, à travers un « pont humain », un espace d'échanges transnational social, économique et religieux tout en constituant également un champ d'expression du *soft power* israélien en Russie et russe en Israël. Les leviers utilisés sont économiques et financiers pour les Israéliens et démographiques et culturels pour les Russes. Néanmoins, l'image de la Russie en Israël et celle d'Israël en Russie demeurent globalement négatives dans la mesure où, même au sein de la population juive russophone, toute coopération de Moscou avec l'Iran ou la Syrie est très mal perçue. A l'inverse, l'image d'Israël est appréhendée en Russie par une société empreinte d'un antisémitisme encore bien palpable. Cette image est en outre bien souvent reliée à celle des oligarques, dont l'aura est également très négative, qu'ils soient juifs ou pas.

¹²⁶ « Ossétie du Sud : les Juifs russophones appuient l'idée d'un tribunal international », RIA Novosti 12 août 2008.

¹²⁷ Voir sur le site du World Congress of Russian Jewry (<http://www.wcrj.org/congress/>) à la date du 8 juin 2009.

¹²⁸ World Congress of Russian Jewry, <http://www.wcrj.org/congress/>.

¹²⁹ Arnaud Kalika, op. cit. Berl Lazar occupe toujours cette fonction. Voir son profil sur le site de la FEOR : <http://www.fjc.ru/AboutUs/leader.asp?AID=93749>.

Les conséquences des relations entre la Russie et le monde musulman sur le partenariat israélo-russe

La Russie est un vaste État multiethnique et pluriconfessionnel dont la population compte près de 20 millions de Musulmans pour 142 millions d'habitants, ce qui fait de l'Islam la deuxième religion de Russie¹³⁰. Lorsqu'il était président, Vladimir Poutine ne manquait pas de rappeler que la Russie était, de par sa forte composante musulmane, une puissance islamique et que c'était à ce titre qu'elle était membre observateur au sein de l'OCI¹³¹ et qu'elle coopérait également avec l'ISESCO.

Bien que l'Islam soit de fait la deuxième religion de Russie en termes de nombre de croyants, les relations entre Moscou et le Monde musulman n'ont pas toujours été faciles, aussi bien au niveau des rapports entre Moscou et ses Musulmans que sur le plan des rapports entre la Russie et les pays musulmans. L'URSS faisait en effet partie de la catégorie des « petits satans » selon la rhétorique islamiste iranienne, puis elle a eu à affronter le djihad afghan dans les années 1980 avant que la Russie ait à le combattre directement sur son propre territoire en Tchétchénie et au Daghestan dans les années 1990 et au début des années 2000. Même si ces derniers combats n'ont concerné que des activistes wahhabites et des sunnites radicaux, soit une frange minoritaire de l'Islam, l'impact de ces conflits sur l'*ouma* a été réel. En même temps, le soutien diplomatique et matériel apporté jusqu'à un certain point par l'URSS au nationalisme arabe a également eu un impact sur la communauté des croyants, et aujourd'hui, la Russie bénéficie encore des retombées de ce soutien en terme de crédit auprès des pays arabes. La position de la Russie en faveur d'un monde multipolaire contribue également à rehausser son image auprès de ces mêmes pays¹³².

Plus généralement, l'intérêt de la Russie pour le Moyen-Orient tient au fait que Moscou considère cette région comme un foyer de tensions susceptibles de déborder jusque sur son flanc Sud qui est déjà suffisamment perturbé. A ce titre, une des principales menaces à ce jour est le terrorisme islamiste dont Moscou doit tenir compte en raison de la présence sur son territoire de cette importante minorité musulmane, qui habite essentiellement dans le Sud de la Russie. La peur de la subversion et de l'ennemi de l'intérieur qui agit sur ordre de l'extérieur est structurelle au sein de la pensée des dirigeants russes, et à ce titre, la menace que représente le terrorisme islamiste s'inscrit dans des représentations russes bien ancrées qui sont en outre alimentées depuis quelques années par une résurgence de la xénophobie au sein de la population¹³³. Comme nous l'avons vu, cette composante musulmane apporte un crédit certain à la Russie auprès de ses interlocuteurs arabes et musulmans. A l'inverse, comment réagissent les Israéliens à cette « facette musulmane » de la Russie ? L'amitié ainsi que l'assistance apportée par Moscou aux pays arabes de même que la sympathie manifestée

¹³⁰ Fred Hilgemann, « La Russie soigne ses Musulmans », *Regard sur l'Est*, 15 janvier 2008.

¹³¹ La Russie est un membre observateur de l'Organisation de la Conférence Islamique depuis 2005. Voir <http://www.oic-oci.org/home.asp>.

¹³² Andrej Kreutz, *Russia in the Middle East, Friend or Foe?*, Westport, Praeger Security International, 2007, pp. 149-153.

¹³³ Malachenko Alekseï, « Kakim nam viditsia islam ? » (« Comment nous voyons l'Islam ? »), *Rossia v Globalnoï Politike*, vol. IV, n° 5, septembre-octobre 2006, pp.116-127, cité par Anne de Tinguy, in Anne de Tinguy (dir.), *Moscou et le monde, l'ambition de la grandeur : une illusion ?*, Paris, CERI/Autrement, 2008, pp. 172-173.

par certains diplomates, comme Evgueniï Primakov, envers ces pays ont pu, jusqu'au début des années 1990, attiser une certaine méfiance israélienne vis-à-vis de la Russie¹³⁴. Toutefois, il semblerait qu'aujourd'hui cet aspect n'entre plus en ligne de compte côté israélien étant donné que le partenariat russe paraît être inévitable pour l'État hébreu, notamment sur des dossiers comme le nucléaire iranien.

¹³⁴ Anne de Tinguy, *La Grande migration*, op. cit., p. 168. Evgueniï Primakov est arabisant et a en outre été de nombreuses fois en poste dans des pays arabes.

Conclusion

Les relations israélo-russes s'inscrivent dans le cadre des liens entre deux mondes bien distincts, une Russie à la fois asiatique et européenne, et le paradigme occidental israélien en plein Orient arabo-musulman, dont les rapports, au-delà des aspects purement matériels, reposent sur les représentations et stéréotypes tenaces hérités du passé et projetés dans le présent. Le réalisme politique lié aux enjeux sécuritaires et économiques dont font preuve les deux pays en tentant de dépasser leurs divergences trouve ses limites dans l'ambivalence de leurs relations. Cette ambivalence est apparue au grand jour lors de la guerre d'août 2008, lorsqu'ils se sont retrouvés, en Géorgie, dans un délicat face-à-face diplomatique. Néanmoins, le partenariat israélo-russe n'est probablement pas condamné à errer à mi-chemin entre la coopération et la méfiance. La clef du dénouement se trouve à Washington, dans la nouvelle politique vis-à-vis du monde musulman souhaitée par Barack Obama. Les deux priorités diplomatiques de la nouvelle administration américaine au Moyen-Orient sont la question iranienne ainsi que le processus de paix. Dans les deux cas, les décisions prises par les Américains et leurs conséquences seront décisives pour l'évolution des rapports entre Moscou et Tel-Aviv. Après avoir été une pomme de discorde, l'Iran pourrait devenir un terrain d'entente entre Moscou et Tel-Aviv en fonction de l'évolution de la politique des Russes sur cette question. Sur la question du processus de paix, la raison devrait pousser les Israéliens à faire plus de compromis afin de commencer le plus rapidement possible la gestion sécuritaire de leur environnement de demain car le temps ne joue pas en leur faveur. La Russie doit assumer pleinement son rôle, même limité, de médiatrice servant à légitimer un processus de paix au point mort depuis trop longtemps.

Finalement, de nombreuses questions demeurent en suspens, ne serait-ce que du fait de la discrétion manifestée par les deux États sur le fond de leurs relations, et donc sur leurs attentes mutuelles. Nous pouvons supposer que pour Tel-Aviv, les enjeux du partenariat avec la Russie, au-delà du facteur humain, paraissent essentiellement sécuritaires. Il s'agit de prévenir toute forme de prolifération nucléaire en Iran ainsi que tout renforcement excessif des capacités militaires des pays arabes hostiles, et de s'assurer du soutien du Kremlin dans le cadre des négociations du processus de paix. Le soutien de Moscou apparaît d'autant plus déterminant pour l'État hébreu que sur le dossier nucléaire iranien, Tel-Aviv et Moscou partagent des intérêts communs au premier rang desquels se trouve la volonté de prévenir une « nucléarisation » du Moyen-Orient qui serait déclenchée par l'obtention de l'arme atomique par Téhéran. Or, la Russie reste un acteur clef sur ce dossier, et les Israéliens devraient notamment tenir compte des critiques russes concernant la colonisation s'ils veulent pouvoir bénéficier du soutien du Kremlin dans le règlement du conflit israélo-palestinien. Pour les Russes, le partenariat avec Israël semble reposer avant tout sur des aspects économiques et politiques dans la mesure où Moscou souhaite développer son commerce avec l'État hébreu et participer au règlement du conflit israélo-palestinien.

Les relations israélo-russes apparaissent d'autant plus complexes et ambivalentes que les enjeux qui les structurent ne relèvent pas exclusivement d'aspects rationnels. La subjectivité qui caractérise ces relations, et qui puise son essence dans la religion, la

culture, et les représentations, se répercute sur tous les volets de la coopération bilatérale entre Moscou et Tel-Aviv : l'économie, la défense, l'énergie... La représentation du partenaire demeure empreinte d'une méfiance qui découle à la fois de l'antisémitisme latent de la société russe et de la permanence en Israël de l'image d'une Russie alliée traditionnelle des régimes arabes. Cette réalité est à la fois celle des élites mais également celle des deux sociétés qui, malgré la présence d'une forte communauté russophone en Israël depuis bientôt deux décennies, se connaissent toujours mal.

Igor Delanoë
Igor.DELANOE@unice.fr

Annexes

Annexe 1 : Kiev-Tel-Aviv : quels intérêts communs ?

Dans le domaine du commerce, les relations entre Israël et l'Ukraine sont régies par quatre accords passés en 1995-1996 entre les deux gouvernements : un accord sur le commerce et la coopération économique (11 juillet 1995), un mémorandum sur la libéralisation du commerce entre Israël et l'Ukraine (12 septembre 1995), un accord d'assistance mutuelle sur les questions douanières et un accord sur les questions de commerce maritime (25 novembre 1996)¹³⁵. Bien qu'il y ait eu des contacts entre les services de renseignement militaire israéliens (AMAN) et le GUR ukrainien avant 2005¹³⁶, la coopération israélo-ukrainienne dans le domaine de la défense a véritablement pris son essor dès l'arrivée au pouvoir de la coalition orange dirigée par Viktor Iouchtchenko cette même année. Lors de la visite en juillet 2005 d'une importante délégation ukrainienne en Israël présidée par le nouveau ministre de la Défense de l'époque, Anatolii Gritsenko, Israéliens et Ukrainiens ont ainsi signé un accord bilatéral sur la coopération militaire. Dans un premier temps, il s'agissait pour les Ukrainiens de subvenir à leurs besoins en matière d'armement, et de s'affranchir dans ce domaine des industries russes en raison de la dégradation rapide des rapports avec Moscou. Si les Ukrainiens se tournent alors vers Israël, c'est parce que l'État hébreu a développé des compétences dans des domaines qui intéressent tout particulièrement Kiev. En premier lieu, il convient de mentionner la destruction et le recyclage de munitions. Il existe encore en Ukraine d'immenses stocks de missiles et de mines obsolètes datant de l'époque soviétique qui ne sont pas entreposés correctement et qui sont à l'origine d'incidents. Dans ce domaine, les entreprises israéliennes possèdent un savoir-faire et une technologie quasi unique qui permet aux Ukrainiens de se débarrasser de leurs stocks de munitions périmées et dangereuses¹³⁷. Par ailleurs, les Ukrainiens ont également exprimé une forte demande pour moderniser leur flotte d'hélicoptères, essentiellement des Mi-17 et des Mi-24, et d'avions de combat, principalement des Mig-29 et des Su-25, de facture soviétique. Bien que l'Ukraine ait également développé un savoir-faire dans ce domaine, ce sont notamment les firmes Israeli Aircraft Industries (publique) et Elbit Systems (privée) qui ont mené à bien ces travaux dans la mesure où leurs prestations sont plus complètes et permettent en outre de mettre ces appareils aux normes OTAN.

L'intensification des liens entre Moscou et Damas a amené cependant les Israéliens à considérer d'un nouvel œil leur partenariat avec l'Ukraine. En effet, au début de l'année 2008, la Syrie a accueilli un groupe aéronaval de la flotte russe composé de près de 11

¹³⁵ Ministère israélien des Affaires étrangères.

¹³⁶ Le premier directeur du GUR a été le lieutenant-général Alexandre Skipalski (1992-1997). C'est lors de son service que se développe la coopération avec les services israéliens en matière de renseignement militaire.

¹³⁷ Notamment l'entreprise EMI Corporation, qui possède une technologie unique reposant sur l'utilisation d'une mousse pour désamorcer les munitions périmées.

navires de la Flotte du Nord, dont le porte-avions Amiral Kouznetsov, et près d'une cinquantaine d'avions, dont des appareils de l'aviation stratégique. Ce groupe a été rejoint en Méditerranée par des unités de la Flotte de la mer Noire ; il s'agit alors du plus gros déploiement de forces aéronavales russes en Méditerranée depuis la chute de l'URSS¹³⁸. Aujourd'hui encore, Moscou conserve sa base logistique à Tartous dont elle poursuit la modernisation et l'agrandissement¹³⁹, et la Marine russe dispose également d'éléments de maintenance dans le port de Lattaquié. Les Israéliens perçoivent dès lors différemment les perspectives offertes par une coopération bilatérale renforcée avec l'Ukraine qui pourrait constituer un contrepois utile au regain d'activité russe aux côtés des ennemis d'Israël¹⁴⁰.

Aujourd'hui après « l'épisode géorgien », Israël prend cependant garde de ne plus se compromettre en coopérant trop ouvertement avec des régimes en délicatesse avec le Kremlin.

Par ailleurs, l'Ukraine possède également des associations juives : citons le Comité des Juifs ukrainiens, qui recourt à un média russophone¹⁴¹ et la Fondation juive d'Ukraine¹⁴² qui a été créée en 1997 et dont les activités charitables ont pour but de rassembler des fonds afin d'aider et solidariser la communauté juive ukrainienne.

En juillet 2010, le régime des visas entre les deux Etats a été aboli¹⁴³.

¹³⁸ « La Russie déploie sa flotte en Méditerranée », *Mer et Marine*, 7 décembre 2007.

¹³⁹ Tartous serait équipé d'un atelier de réparation flottant desservi par 50 marins. RIA Novosti, 20 juillet 2009.

¹⁴⁰ IzRus, 26 juin 2008, <http://izrus.co.il/article.php?article=1101>.

¹⁴¹ Jewish News, <http://jn.com.ua/>.

¹⁴² The Jewish Foundation of Ukraine, <http://www.jfu.net.ua/>.

¹⁴³ RIA Novosti, 21 juillet 2010.

Annexe 2 : L'aventure israélienne en Géorgie et ses conséquences aujourd'hui

Depuis l'établissement des liens diplomatiques au mois de juin 1992, la coopération bilatérale entre Israël et la Géorgie s'est progressivement structurée autour de neuf accords signés dans leur majorité en 1995, à l'ère Chevardnadze. On trouve notamment divers accords techniques ainsi qu'un accord-cadre sur la promotion et la protection réciproque des investissements financiers, et un mémorandum pour l'établissement de consultations bilatérales entre les ministères des Affaires étrangères des deux États. Plus récemment, en 1998 et en 2005, les deux pays ont signé des accords portant sur les questions de douanes et la Géorgie a unilatéralement levé le régime des visas pour les ressortissants israéliens, facilitant ainsi l'arrivée des investisseurs en provenance de l'État hébreu. En outre, la Géorgie participe aux programmes mis en place par le Centre pour la Coopération Internationale¹⁴⁴, qui dépend du ministère israélien des Affaires étrangères. Lorsqu'il est élu président en 2004, Mikhaïl Saakashvili perçoit assez rapidement les opportunités que pourrait lui procurer une coopération active avec Israël et confie progressivement aux Israéliens l'entraînement des forces spéciales géorgiennes. Tel-Aviv envoie ainsi près de 1000 instructeurs à travers des sociétés militaires privées pour former les militaires géorgiens aux techniques de commando, le tout sur fond de tensions grandissantes avec Moscou. Cette assistance israélienne a aussi porté sur l'équipement de l'armée géorgienne : Tbilissi a reçu des systèmes de guerre électronique, du matériel de vision nocturne, des drones, du matériel de déminage, du matériel de renseignement et de sécurité électronique ainsi que des lance-roquettes. Le montant total des contrats passés se chiffrait à 250 millions de dollars¹⁴⁵. Bien que cette assistance apportée par Tel-Aviv à l'armée géorgienne ait suscité la colère de Moscou, la coopération avec Tbilissi se poursuit, mais Israël prend tout de même garde à ne pas recréer un contexte crisogène. Lors de sa visite à Moscou au mois de février 2010, le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, a ainsi assuré qu'Israël avait pris acte des préoccupations russes, et n'avait donc pas repris ses livraisons d'armes à la Géorgie¹⁴⁶.

Au-delà de la nécessité pour l'État hébreu de trouver des débouchés pour son complexe militaro-industriel, il existe également d'autres éléments qui expliquent l'intérêt porté par les Israéliens à la Géorgie. Les investissements israéliens dans le pays en font un acteur majeur de la vie économique géorgienne à tel point que Tbilissi a envoyé son Premier ministre, Nikoloz Guilaouri, à Tel-Aviv au mois de juillet 2009 afin de discuter avec le partenaire israélien des problèmes liés à la double imposition et au drainage des capitaux. L'objectif poursuivi par les deux États est d'assouplir encore les réglementations afin de faciliter les investissements israéliens en Géorgie¹⁴⁷. Les

¹⁴⁴ MASHAV, est l'acronyme hébreu pour « Center for International Cooperation ». Il s'agit d'une structure de coopération créée en 1958 dans le but d'établir des programmes d'assistance et de formation assez divers (éducation, agriculture, santé...) au profit de pays demandeurs. Site : <http://mashav.mfa.gov.il>.

¹⁴⁵ 5 janvier 2009, *Infoguerre*, « Russie-Israël : un conflit d'envergure » : <http://www.infoguerre.fr/matrices-strategiques/russie-israel-un-conflit-d%E2%80%99envergure/#more-1934>

¹⁴⁶ RIA Novosti, 16 février 2010.

¹⁴⁷ Israel Valley, 15 juillet 2009.

investissements directs israéliens en Géorgie sont en effet passés de 487 000 dollars en 2003 à plus de 9,3 millions de dollars en 2007. Par ailleurs, les importations géorgiennes en provenance d'Israël sont passées sur la même période d'un volume de 1,7 million de dollars à plus de 37,7 millions de dollars alors que les exportations géorgiennes vers l'État hébreu évoluaient d'un montant de 900 000 dollars à plus de 13,7 millions de dollars¹⁴⁸. Il s'agit aussi pour Israël de poursuivre l'encerclement géostratégique de l'Iran par le Nord tout en sécurisant les voies d'évacuation des hydrocarbures de la mer Caspienne dont dépend en grande partie Israël. Ce dispositif israélien dans le Caucase ne se limite donc pas au territoire géorgien, mais trouve tout naturellement sa prolongation plus à l'ouest, en Azerbaïdjan.

¹⁴⁸ Ministère des Affaires étrangères géorgien : http://www.mfa.gov.ge/index.php?sec_id=309&lang_id=ENG.

Annexe 3 : Israël en Azerbaïdjan : vers un partenariat stratégique ?

L'étroite coopération qui s'est progressivement développée entre les deux États a été initiée par le précédent président azéri, Heïdar Aliev, et elle est aujourd'hui poursuivie par son fils, Ilham Aliev.

Bien qu'il n'existe qu'un seul accord bilatéral, signé en février 2007¹⁴⁹, portant sur les aspects financiers de la coopération israélo-azérie, Bakou et Tel-Aviv ont développé un partenariat économique et stratégique très intense, dont le seul équivalent, côté israélien, pourrait être le partenariat avec la Turquie. C'est d'ailleurs l'ambassade de Turquie en Israël qui joue le rôle d'intermédiaire dans les relations israélo-azéries, Bakou ne souhaitant pas froisser son voisin iranien en établissant ouvertement des relations diplomatiques avec Israël, ce qui se traduit par l'absence d'une représentation diplomatique azérie à Tel-Aviv.

Bien qu'encore limités, les échanges commerciaux entre les deux États se développent progressivement : les exportations israéliennes vers l'Azerbaïdjan s'élevaient à 5,4 millions de dollars en 2005 et les importations depuis Bakou se chiffraient à 400 000 dollars. En 2008, ces échanges s'élevaient respectivement à près de 130 millions de dollars et 300 000 dollars¹⁵⁰. La visite historique de Shimon Peres à Bakou le 28 juin 2009 atteste de l'importance accordée par Israël au partenariat avec l'Azerbaïdjan : aucun chef d'État israélien ne s'y était encore rendu depuis l'établissement de liens diplomatiques entre les deux États en 1992. Shimon Peres est arrivé dans la capitale azérie accompagné d'une importante délégation d'hommes d'affaires et de chefs d'entreprises israéliens qui représentaient les milieux de l'industrie pharmaceutique, des technologies liées à l'eau, de la communication, de l'agriculture et bien évidemment de la défense. Étaient ainsi présents les représentants de Ness Technologies, Housing & Construction Holding Company Ltd., ECI Telecom Ltd., Elbit Systems, Elisra Electronic Systems Ltd., Magal Security Systems Ltd., et Vertex Venture Capital¹⁵¹. Le président était également accompagné de son ministre de l'Industrie, du Commerce et du Travail, Benjamin Bin-Eliezer. Israël s'est par ailleurs montré d'autant plus enclin à fournir une aide en termes de matériels et de formation militaire à Bakou que cela lui a permis de s'implanter solidement dans le Caucase et de compléter ainsi l'encercllement stratégique de l'Iran, en constituant un arc de pays amis depuis Ankara jusqu'à Bakou en passant par Tbilissi. La coopération militaire entre les deux États permet à l'Azerbaïdjan de consolider son armée tout en disposant d'un matériel moderne et aux normes de l'OTAN. En septembre 2008, suite à une visite de Benjamin Bin-Eliezer à Bakou, l'État hébreu a conclu des contrats d'armements pour plusieurs centaines de millions de dollars portant sur la vente à l'Azerbaïdjan de mortiers, de munitions ainsi que de systèmes radio. Ces contrats concernent notamment

¹⁴⁹ Cet accord est entré en vigueur en janvier 2009. Source : ministère israélien des Affaires étrangères.

¹⁵⁰ Central Bureau of Statistics, Israel Foreign Trade by Countries (Commerce d'Israël par pays), 20 janvier 2009: http://www1.cbs.gov.il/reader/newhodaot/search_topic_hodaot_eng.html?year=2009&topic=16

¹⁵¹ Ministère israélien des Affaires étrangères.

les firmes Tadiran Communication, IMI et Soltan¹⁵². Plus récemment, différentes sources ont rapporté que suite au voyage de Shimon Peres, Israël allait construire une usine d'assemblage de drones en Azerbaïdjan et aider Bakou à se doter du système de surveillance satellite TekhSAR¹⁵³.

L'Azerbaïdjan et Israël partagent de fait de nombreux intérêts communs dans le Caucase du Sud : tout deux perçoivent l'Iran comme une menace, certes à différents degrés – du fait des risques d'expansionnisme chiite pour l'un ; du fait de son programme nucléaire et du soutien au Hezbollah pour l'autre. En outre l'un produit du pétrole, l'autre doit en acheter, l'un est demandeur en matériel de guerre, et l'autre possède un complexe militaro-industriel à la recherche de nouveaux marchés. Enfin, les deux États sont liés par la présence d'une diaspora juive en Azerbaïdjan : les juifs des montagnes qui sont présents depuis le V^{ème} siècle et les Juifs ashkénazes qui se sont installés au cours du XIX^{ème} siècle. Cette diaspora juive représente aujourd'hui environ 16 000 personnes situées essentiellement à Bakou où habitent près de 2 millions de personnes. Il y a également en Israël environ 100 000 Juifs d'origine azérie¹⁵⁴. Enfin, la vie associative illustre également les liens qui existent entre les deux pays : le 12 avril 2007, l'Azis, Association d'Amitié et de coopération israélo-azérie, a été constituée. Elle sert de relais entre Bakou et la diaspora azérie en Israël.

¹⁵² *Israel Valley*, 27 septembre 2008. Selon les sources, le montant du contrat se situerait entre 500 et 600 millions de dollars.

¹⁵³ IzRus repris par Eurasia Insight, 17 août 2009.

¹⁵⁴ Voir, à ce propos, Michel Makinsky, « Azerbaïdjan-Israël. Des intérêts bien compris », *EurOrient*, n° 28, 2008, pp. 99-103.

Annexe 4 : Israël au Kazakhstan : hautes technologies et coopération spatiale

Les relations diplomatiques entre Astana et Israël ont été établies en 1995 et à ce jour, 9 accords bilatéraux régissent les relations entre les deux États. Le Président Shimon Peres s'est rendu au Kazakhstan à l'occasion d'une visite officielle historique au début du mois de juillet 2009 – c'était la première visite d'un chef d'État israélien dans cette république. Shimon Peres est arrivé accompagné d'une délégation de membres du gouvernement israélien : le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Travail, Benjamin Bin-Eliezer, le ministre des Infrastructures nationales, Uzi Landau, le ministre de la Science et des Technologies, Daniel Hershkowitz et le Directeur général du ministère de la Défense, Pinchas Buchris. Par ailleurs, la délégation israélienne était également composée de 60 hommes d'affaires représentant les sociétés israéliennes Ness Technologies, Housing & Construction Holding Company, ECI Telecom, Elbit Systems, Elisra Electronic Systems, Magal Security Systems et Vertex Venture Capital¹⁵⁵. Les principaux thèmes abordés concernaient l'énergie, le commerce, l'Iran et la coopération en matière spatiale avec la signature d'un accord portant sur l'utilisation de la base de Baïkonour et l'achat par Astana de satellites et de systèmes de surveillance électronique israéliens¹⁵⁶. Le cosmodrome de Baïkonour est en effet une plate-forme de lancement des satellites civils et militaires israéliens. En avril 2006, Israël a ainsi pu mettre en orbite par des fusées russes les satellites Amos-2, Eros-B et Eros-B1. Plus récemment, en avril 2008, le satellite de communication Amos-3 a également été mis en orbite par un lanceur russe.

¹⁵⁵ Ministère israélien des Affaires étrangères,
http://www.mfa.gov.il/MFA/Government/Communiques/2009/President_Peris_visits_Azerbaijan_and_Kazakhstan_28_Jun_2009.htm.

¹⁵⁶ *Jerusalem Post*, 1^{er} juillet 2009.

Annexe 5 : La coopération nucléaire russe au Moyen-Orient vue par la presse israélienne

« A quoi joue la Russie ? », Guysen News International, dimanche 24 mai 2009

La Russie et la Jordanie ont signé vendredi 22 mai un accord de coopération nucléaire sur 10 ans. Celui-ci comprend la construction de centrales nucléaires, de stations de désalinisation, de complexes de recherche et des centres d'entraînement personnel dans le Royaume hachémite.

Cet accord a été signé à Moscou entre Sergueï Kiriienko, à la tête de la 'Rosatom nuclear corporation' de Russie, et le chef de la Commission sur l'énergie atomique jordannienne, Khaled Toukan. « La signature de cet accord est le commencement d'une coopération stratégique de premier plan entre nos deux pays. Nous avons l'intention de collaborer dans la construction de centrales nucléaires... et nous avons l'intention de construire quatre centrales en Jordanie dans les décennies à venir » a déclaré S. Kiriienko.

K. Toukan pour sa part a expliqué que « nous avons commencé des négociations sur différents domaines de coopération, mais le plus important d'entre eux est la construction d'une centrale nucléaire pour la production d'électricité et d'une station de désalinisation ».

Avec ces projets, la Jordanie se rajoute à la longue liste des pays de la région qui ont annoncé récemment leurs intentions de construire des centrales nucléaires à buts civils.

Il y a bien évidemment l'Iran, dont la centrale de Bushehr doit être opérationnelle cet été, ainsi que la Syrie, sur qui pèsent de forts soupçons, mais aussi les Émirats Arabes Unis, qui ont l'intention d'ouvrir leur première centrale nucléaire en 2015.

L'Algérie souhaite se nucléariser également, et espère ouvrir sa première centrale en 2020. L'Égypte d'Hosni Moubarak, pays modéré et allié d'Israël, a rejoint la mouvance et a aussi annoncé qu'elle souhaitait construire une centrale nucléaire.

La Russie joue un rôle grandissant dans la région en matière de savoir-faire nucléaire. Elle est le premier partenaire de l'Iran dans ce domaine actuellement. La Russie espère accroître son influence diplomatique également, n'hésitant pas à emprunter des chemins de traverse.

Ainsi samedi 23 mai, le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, a expliqué être « certain qu'il est nécessaire » de maintenir des contacts avec l'organisation terroriste du Hamas, organisation largement soutenue par l'Iran également.

S. Lavrov se trouvait en Syrie pour une conférence des ministres des Affaires étrangères organisée par l'Organisation de la Conférence Islamique. Au cours de son bref voyage à Damas, il a rencontré le chef politique du Hamas en exil, Khaled Mechaal, qui vit aujourd'hui dans la capitale syrienne.

Le ministre russe a aussi rencontré des officiels syriens. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères russes, Andreï Nesterenko, avait déclaré au préalable jeudi 21 mai que Moscou « s'efforce de renforcer et de développer le dialogue politique ainsi que la coopération mutuelle avec la Syrie ».

Pour rappel, la Syrie est aussi l'un des grands soutiens du Hamas dans la région. À l'heure actuelle, la Russie est le seul membre du Quartet pour la paix au Proche-Orient – réunissant la Russie, l'ONU, l'UE et les États-Unis – qui ne boycotte pas le Hamas. Dernière étape de sa visite au Proche-Orient, Sergueï Lavrov se rendra lundi 25 mai au Liban, pays dans lequel se trouvent les islamo-terroristes du Hezbollah ».

Article extrait de Guysen News International, <http://www.guysen.com/articles.php?sid=9957>.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- Stephen J. Blank, *Mediterranean Security into the Coming Millennium*, Carlisle, Strategic Studies Institute, 1999, 516 pages
- Arnaud Kalika, *L'Empire aliéné. Le système du pouvoir russe*, Paris, CNRS Editions, 2008, 190 pages
- Catherine Kaminsky, Simon Kruk, *Le monde arabe et Israël aujourd'hui*, Paris, PUF, coll. Politique d'aujourd'hui, 1999, 229 pages
- Andrej Kreutz, *Russia in the Middle East, Friend or Foe?*, Praeger Security International, Westport, 2007, 222 pages
- Anne de Tinguy, *La Grande migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Paris, Plon, 2004, 662 pages (chap. 5 en particulier)
- Anne de Tinguy (sous la direction de), *Moscou et le monde. L'ambition de la grandeur : une illusion ?*, Paris, Autrement, coll. CERI, 2008, 215 pages

Articles

- Oksana Antonenko, « Russia's Military Involvement in the Middle East », *Meria*, vol. 5, n° 1, mars 2001
- Krzysztof Bojko, « Russian-Israeli Relations: Chances and Barriers », *Polish Quarterly of International Affairs*, vol. 11, Fall 2002, pp. 46-58
- Ramzan D. Daurov, « Diplomaticheskie otnochenia s Izrailem : doroga dlinou v 15 let », *Mirovaia Ekonomika i mejdounarodnie otnochenia*, n° 11-2006, pp. 76-81
- Alek D. Epstein, « Russia and Israel: a Romance Aborted? », *Russian in Global Affairs*, 10 décembre 2007, pp. 180-190
- Isabelle Facon, « Russie. Les relations avec l'Iran, le dessous des cartes », *La Documentation française*, n° 8, mai 2009
- Robert Owen Freedman, « Israeli-Russian Relations since the Collapse of the Soviet Union », *Middle East Journal*, vol. 49, n° 2, Spring 1995, pp. 233-247
- Robert Owen Freedman, « Russia and the Middle East: the Primakov Era », *Middle East Review of International Affairs*, vol. 2, n° 2, May 1998.
- Alla Kassianova, « Russian Weapons Sales to Iran. Why They Are Unlikely to Stop », *PONARS Memo Policy*, n° 427, December 2006
- Iouri Polsky, « Russia's Policy toward Israel », *Journal of South Asia and Middle East Studies*, Fall 1994, pp. 19-35
- Mark A. Heller, « The Middle East Strategy Balance 2007-2008 », *INSS*, 2008, voir plus particulièrement le chapitre 4 : « The Regional Military Balance ».

Périodiques

- EurOrient n° 28-2008, Michel Makinsky et Laurent Vinatier (sous la direction de), *L'Azerbaïdjan. Au centre d'enjeux globaux*, l'Harmattan, Paris, 2008
- *Questions internationales*, n° 2-2003, dossier « Le pétrole : ordre ou désordre mondial ? », La Documentation française, Paris, 2003
- *Questions internationales*, n° 37-2009, « Le Caucase : un espace de convoitise », La Documentation française, Paris, 2009
- *Middle East Review of International Affairs* : <http://meria.idc.ac.il/>

Sites officiels

- **Américains :**

Bureau des statistiques du commerce extérieur : <http://www.census.gov>

Site du CIA World Factbook : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/>

- **Géorgiens :**

Ministère des Affaires étrangères : <http://www.mfa.gov.ge>

- **Israéliens :**

Bureau central des statistiques : <http://www1.cbs.gov.il>

Ministère des Affaires étrangères : <http://www.mfa.gov.il>

Ministère de l'Immigration et de l'Intégration : <http://www.moia.gov.il>

JAFI : <http://www.jewishagency.org>

- **Français :**

Site de l'ambassade de France en Israël : <http://www.ambafrance-il.org/>

Ministère de la Défense : <http://www.defense.gouv.fr/>

- **Russes :**

Kremlin : <http://www.kremlin.ru/>

Ministère des Affaires étrangères : <http://www.mid.ru/>

Service Fédéral des Statistiques : <http://www.gks.ru>

Club sénatorial, section de la coopération internationale des régions : <http://www.smsr-senclub.ru>

- **Institutions internationales :**

NATO Defense College: <http://www.ndc.nato.int/>

Médias :

- **Anglo-saxons :**

Middle East Times: <http://www.metimes.com>

USA Today: <http://www.usatoday.com/>

• **Israéliens :**

Un écho d'Israël : <http://www.un-echo-israel.net>
Guysen International News: <http://www.guysen.com/>
Haaretz: <http://www.haaretz.com/>
Israël actualité: <http://www.actu.co.il/>
Israël Valley: <http://www.israelvalley.com/>
IzRus: <http://izrus.co.il/>
Jerusalem Post: <http://fr.jpost.com/>
Ynetnews: <http://www.ynet.co.il>

• **Français :**

Le Figaro: <http://www.lefigaro.fr/>
Le Monde : <http://www.lemonde.fr/>
France24 : <http://www.france24.com/fr/>
RFI : <http://www.rfi.fr>

• **Russes :**

Agence de consultants et d'informations en affaires : <http://www.akdi.ru/>
Agence d'Informations juives : <http://aen.ru/>
Agence ITAR-TASS : <http://www.itar-tass.com>
Kommersant : <http://www.kommersant.ru/>, notamment l'interview de Binyamin Ben-Eliezer, ministre israélien de l'Industrie, du Commerce et du Travail.
RIA Novosti : <http://fr.rian.ru/>
Rosbalt : <http://www.rosbalt.ru/>
Russia in Global Affairs : <http://eng.globalaffairs.ru/>
Vremia Vostoka : <http://www.easttime.ru>

• **Ukrainiens:**

Pravda ukrainienne : <http://www.pravda.com.ua/>

• **Think tanks et blogs :**

Axis : <http://www.axisglobe.com/>
Affaires stratégiques : <http://www.affaires-strategiques.info/>
Barents Observer : <http://www.barentsobserver.com>
Defense Update : <http://defense-update.com>
Fondation Carnegie : <http://www.carnegieendowment.org/>
GRIP : <http://www.grip.org/>
Infoguerre : <http://www.infoguerre.fr/>
Institut d'évaluation stratégique et d'analyse (russe) : <http://www.isoa.ru/index.php>
Mer et Marine : <http://www.meretmarine.com/>
Institut du Proche-Orient (russe) : <http://www.iimes.ru/>
Middle East Strategy at Harvard : <http://blogs.law.harvard.edu/mesh/>
Moscow Defense Brief : <http://mdb.cast.ru/>
OpexNews : <http://opexnews.over-blog.com/>
The Institute for National Security Studies : <http://www.inss.org.il/>
Red-stars : <http://red-stars.org/>
Regard sur l'Est : <http://www.regard-est.com/home/>

Institutions, groupes

Comité des Juifs Ukrainiens : <http://jn.com.ua/>

World Congress of Russian Jewry: <http://www.wcrj.org/congress/>

Federation of Jewish Communities of the CIS: <http://www.fjc.ru/>

Fondation juive d'Ukraine : <http://www.jfu.net.ua/>